

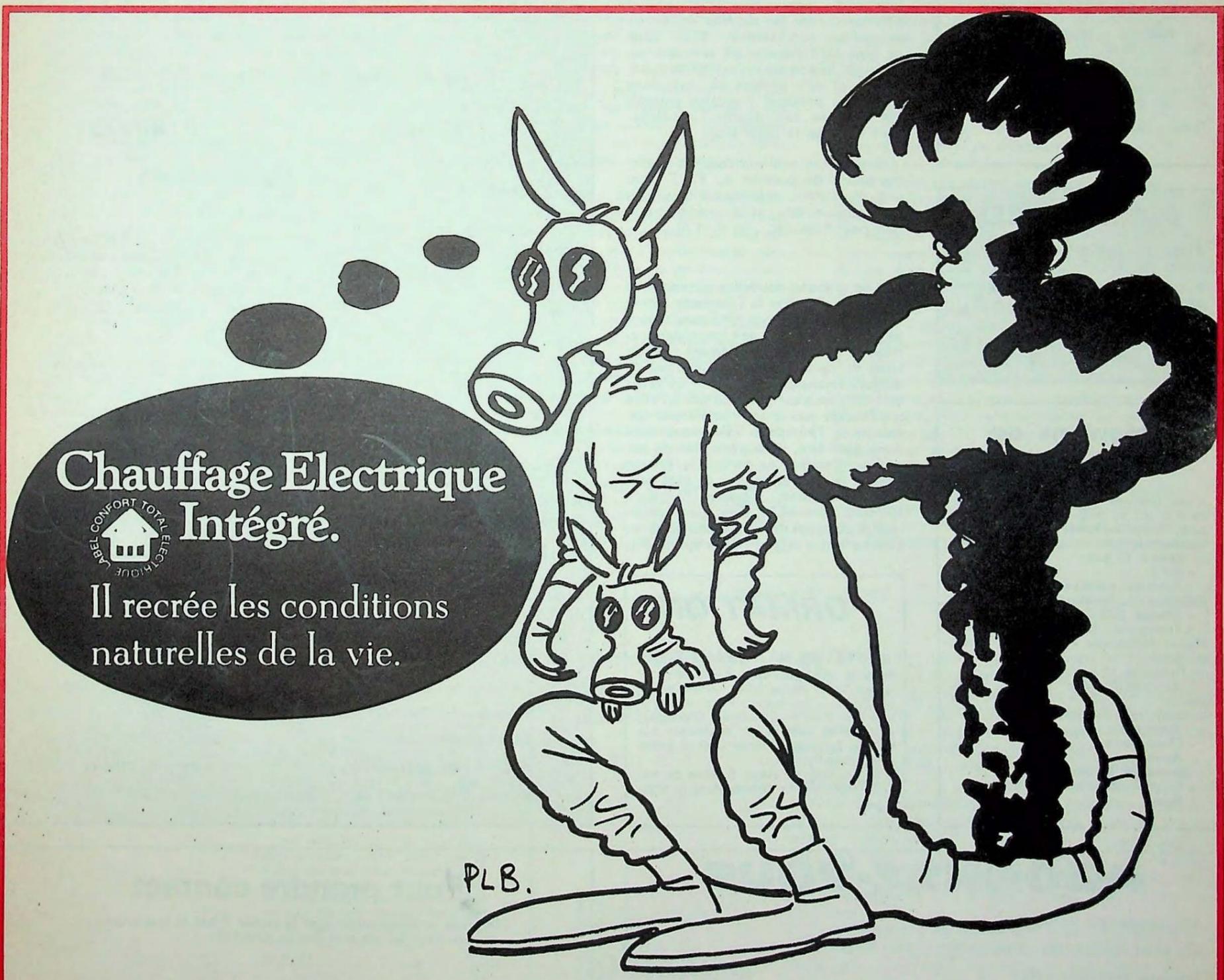
rené dumont : la famine en afrique

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - n° 580 - mercredi 30 mai 1973 - 2 F



Tribune

socialiste



Chauffage Electrique
Intégré.

Il recrée les conditions
naturelles de la vie.

**ENERGIE ATOMIQUE :
A QUEL PRIX ?**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Jacques BERTIN - BRICE - Michel CAMOUI - JULIEN CETTOUR - Robert CHAPUIS - Françoise CLAIRE - René DUMONT - Nidal FALASTINE - Bernard JAUMONT - René LANARCHE - André LAUDOUZE - Dominique NORES - Jean VERGER.

Photos : A.F.P. (7 - 11 - 13) — BOOJUM : G. AIME (10 - M.-D. PUECH (9) - P. LEBRUN (4 - 6 - 7 - 9 - 16) — Inter Europe : Denis MICHEL (16) — VIVA : Pierre HUSSENOT (16) - Pierre BLOUSARD (9) — D.R. (15).

Dessins : BAROU (5 - 14) — P.L.B. (1).

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Morlamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 26.000 ex.

7 JOURS DANS T.S.



■ Là-bas, un copain chante les morceaux que j'aime. Les gosses gambadent en liberté dans la verdure. Les amoureux s'embrassent. Chacun discute de l'avenir du monde ou de ses joies et peines quotidiennes. C'est la fête. A mi-chemin entre la terne réalité et le rêve où tout devient possible, la fraternité de la fête montre qu'autre chose est possible.

Pendant ces deux jours, Jacques Bertin n'a pas seulement chanté pour notre plaisir ; il s'est aussi promené parmi la foule et les stands pour le sien (page 16).

■ Ce n'est pas un hasard si c'est le P.S.U. qui a organisé ces journées aussi débordantes de joie de vivre et de liberté. Depuis toujours, il s'efforce de faire passer des paroles aux actes ce socialisme de liberté qu'il revendique. Il ne ménage aucun effort pour rassembler ces deux espoirs en une seule perspective politique, et pour se donner les moyens de la voir se réaliser concrètement. C'est dans ce sens qu'il travaille au sein des comités de liaison pour l'autogestion socialiste et qu'il analyse ce qui, dans l'évolution politique française pourrait être le signe qu'à gauche l'immobilisme n'est plus la règle d'or.

La situation nouvelle dont les récentes prises de position du P.C.F. sont une illustration, mérite d'autant plus d'attention qu'elle est mouvante et que tout peut basculer... (p. 4 et 5).

■ Les grandes nouvelles ne sont pas toujours celles que la Télévision monte en épingle. A preuve cette suspension de la construction des centrales nucléaires que le Gouvernement suédois vient de décider. Non par manque de moyens financiers mais parce qu'après réflexion on n'est pas très sûr qu'elles ne fassent pas courir un danger immense à l'humanité. On continuera donc peut-être, mais avec plus de garanties. Pendant ce temps, la France prévoit la mise en œuvre de cent nouvelles centrales. Comme l'explique Bernard Jaumont, il n'est pas certain que la politique de l'utilisation civile de l'atome soit à rejeter ; mais ajoute Bri-

ce, il faut au moins en discuter sérieusement et en ce sens, un moratoire est nécessaire si l'on ne veut pas s'engager dans l'inconnu. En revanche, ce qui est à coup sûr nocif et politiquement absurde, ce sont les essais militaires dans le Pacifique (p. 8 - 9).

■ La catastrophe atomique n'est qu'une hypothèse parmi d'autres concernant la fin de l'humanité. Dans son dernier livre, « L'Utopie ou la Mort », René Dumont développe une autre hypothèse, celle de la menace constituée par la dilapidation des richesses naturelles par les pays développés. Il revient dans une tribune libre sur ces problèmes de redistribution des richesses (page 11). A propos du Tiers

Monde, on a l'habitude de dire avec une sourire entendu, que la Libye ne sait que faire de son argent et le dilapide à tous vents. Nidal Falastine en revient. Sans certitudes absolues, mais avec des faits qui rétablissent quelques réalités sur ce régime. (p. 12)

■ Ces réflexions sur l'étranger ne nous font pas oublier le présent de notre pays. Jacques Ferlus met à jour les calculs redoutables que l'Elysée mijote contre le mouvement syndical démocratique (p. 6) et Michel Camouis fait le point sur le conflit le plus important de la semaine, celui de la Sécurité Sociale (p. 7).

Jacques GALLUS ■

PERMANENCES

- Bureau national : tous les samedis, 10 h - 17 h.
- Commission nationale entreprises : tous les soirs, 18 h 30 - 19 h 30.
- Commission nationale agricole : tous les lundis, 18 h 30 - 21 h.

Réunions de branche

Les réunions d'une journée (à partir de 9 h. 30) se dérouleront au siège du parti, 9, rue Borromée Paris-15^e (Métro Volontaire).

- Samedi 16 juin :
 - P.T.T.
 - Fonction publique (Nationale, Départementale, Municipale).
 - Energie (E.D.F. - G.D.F. C.E.A.).
 - Transports (S.N.C.F. - R.A.T.P. - Marine Marchande - Transports urbain et routier).
- Dimanche 17 juin :
 - Services (Banque - Grands magasins...)
- Samedi 23 juin :
 - Sidérurgie.
 - Electronique.
 - Aviation.
- Dimanche 24 juin :
 - Chimie - Pétrole - Caoutchouc.
 - Textile.

FORMATION

- STAGES NATIONAUX D'ETE
Prendre des vacances, c'est bien, les utiliser pour mieux lutter contre le capitalisme, c'est mieux. Faire les deux à la fois c'est sensationnel ! C'est possible du 26 août au 1^{er} septembre aux Guions (près de Briançon) et à Saint-Lary (Htes-Pyrénées).
Une semaine de stage, 6 jours de travail, 1 journée de détente dans la montagne.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue N°

Ville N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU P. S. U. »

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

LIBAIR VACANCES LOISIRS

(Cor. Ag. Voyages Lic. A 669)
(RC. 73 B 188)

17, rue de Turbigo, 75002 PARIS. Tél. : 231.97.94

JEUNES

Festival tous arts
de TABARKA

Tunisie — Juillet et Août

Un village de pêcheurs, sur la côte nord-ouest de la Tunisie. Plage, pins, chêne-liège...

PRIX :

Une semaine : 650 F — deux semaines : 880 F ; comprenant : transport avion, hébergement et accès à tous spectacles et activités du Festival, ne comprenant pas la nourriture (supplément pour pension complète une semaine : 95 F).

Cheval en Haute-Provence...

Centres de Jeunes en Yougoslavie...

La vie africaine...

FAMILLES

YOUGOSLAVIE

STOBREC

Un petit village au bord de l'Adriatique... des plages... des excursions en mer à travers les îles... non loin des villes de Split et de Zadar.

Séjour de 2 semaines, voyage avion, tou tcompris : 790 F.

CRES : Une île... un port pittoresque... 20 h de Kayak ou barque... voyage non compris, 2 semaines en pension complète : 475 F (réduction pour enfants).

Italie : plage de Lido di Jesolo

Tabarka : spécial couples avec enfants

COLLECTIVITES

Nous sommes à la disposition de toutes collectivités et groupes pour organiser des week-ends et voyages, aux prix très étudiés, en fonction du nombre de participants.

WEEK-END — BRUGES :

Parents et enfants, même week-end, mais activités séparées.

Parents : 140 F — Enfants : 100 F.

SUR LE RHIN : 200 F.

2 jours à PRAGUE : 560 F.

JERSEY EN LIBERTE : 305 F.

4 jours à ISTAMBUL : 950 F.

8 jours dans le SUD TUNISIEN en Land Rover : 1.330 F.

Pour prendre contact

Je désire prendre contact avec la section P.S.U. la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom :

Prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Profession :

Lieu de travail (1) :

BULLETIN A RETOURNER AU P.S.U., 9, RUE BORROMEE,
75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

Giscard au secours de la moyenne bourgeoisie

PREMIER orateur à répondre à Giscard d'Estaing, l'autre jour à l'Assemblée, F. Mitterrand a estimé que le discours du ministre ne faisait pas apparaître l'expression « d'une volonté, d'une politique ». Probablement rédigée avant l'audition dudit discours, cette appréciation peut paraître après coup un peu superficielle ; en reprenant les principaux points du texte du ministre, on y trouve au contraire, exprimée avec une certaine ampleur, la réponse aux problèmes actuels du capitalisme français telle que la formule le pouvoir politique chargé de l'arbitrage entre ses principales composantes. C'est une illusion de croire que Pompidou et Giscard abdiquent leurs responsabilités en ce domaine.

renforcer les PME

Un premier exemple typique de cette détermination peut être relevé dans la partie que Giscard consacre à la modernisation de l'économie. D'abord une nouvelle invocation des dieux du libre-échange : « l'économie française doit être dans la concurrence internationale comme un poisson dans l'eau » (c'est oublier que dans l'eau de Fos, de Hambourg ou de la mer du Japon, les poissons meurent). Mais ensuite apparaît un tournant politique d'importance qu'avait probablement engagé le remplacement de Chaban par Messmer : la phase de constitution des grands groupes internationaux est achevée, ce qui veut dire en réalité que leur croissance ultérieure n'a plus besoin d'être stimulée, et l'effort doit porter sur le renforcement des entreprises moyennes. Cet effort est assurément une réponse à la mutation structurelle qui menace gravement, et l'avenir des couches traditionnelles du patronat, et l'autonomie même du pouvoir politique qui leur reste fortement lié. Il faut conserver un soubassement économique à la bourgeoisie française, qui ne peut le trouver dans des trusts immenses car, même fondés sur le régime du profit, ils n'assurent pas la même domination sociale et politique. Pour consolider « à la base » l'ordre capitaliste, les Lip, les Sambron ou les Pinay sont plus efficaces aux yeux de Pompidou que Rhône-Poulenc ou Elf-Erap. On organise donc leur survie économique, même s'ils deviennent en fait les tâcherons des groupes multinationaux (Gelbon avec IBM, par exemple).

Dans un second domaine la fonction d'arbitrage, d'encadrement global du système est pleinement assurée par Giscard : c'est, malgré les apparences, le domaine des prix. Le ministre, réputé pour l'estime qu'il a de lui-

même, ne voit dans l'évolution récente aucun motif pour douter de ses talents. Pour la troisième année consécutive, les prix tiennent un rythme de 8 % ; il apparaît maintenant clairement que la manipulation de T.V.A. en janvier n'était qu'un trucage misérable (la hausse en mars et avril repart sur un rythme de 9-10 %) ; mais cette politique continuera. Sous le nom ronflant de « programmation annuelle contrôlée des prix », c'est une quasi-liberté des entreprises qui leur permet une accumulation accrue, et qui surtout dilue considérablement la compétition et la tendance à la concentration ; en effet, c'est dans les phases de stabilisation que s'intensifie la lutte pour la survie ; dans la fuite en avant de l'expansion-inflation, même les entreprises les plus marginalisées trouvent le ballon d'oxygène qui les prolonge. On retrouve donc là le choix tout à fait volontaire et conscient, d'un rééquilibrage au profit du capitalisme retardataire.

fiscalité de classe

Dans le domaine de la fiscalité c'est aussi un choix qui est fait, ou plutôt confirmé. La fiscalité française sur le revenu (qui comme on le sait, impose le revenu des ménages beaucoup moins lourdement que l'impôt sur la dépense, car un ménage gagnant 2.500 F par mois, s'il paie environ 2.000 F d'impôt sur le revenu pour l'année, payera dans le même temps au moins 3.500 F de T.V.A. sur les biens qu'il achète) a pour objectif principal l'aide aux trois couches sociales dont la bourgeoisie a besoin pour asseoir sa domination sociale : les petits patrons et travailleurs indépendants, les exploitants agricoles, les salariés supérieurs.

Pour les premiers, le cadeau fiscal essentiel est la tolérance avec laquelle on les laisse dissimuler une part importante de leur revenu (car l'assertion que l'impôt frappe plus les petites entreprises que les grosses, qui n'a aucun fondement dans le droit fiscal, est absolument contredite par la pratique : les grosses entreprises, qui ont une comptabilité complète, peuvent beaucoup moins soustraire leur bénéfice à l'impôt que les commerçants qui travaillent sans factures ni comptabilité). Le cadeau a été progressivement alourdi du fait que ces catégories reçoivent le bénéfice des abattements autrefois réservés aux seuls salariés. Avec la nouvelle étape qu'annonce Giscard, on aura pratiquement atteint l'« égalité » qui consiste à frapper au même taux le revenu réel du salarié et le revenu déclaré du commerçant ou du petit patron égal à 50 ou 60 % de ses ressources effectives. Même la

suppression fictive du forfait ne modifiera pas cette réalité, encore rappelée voici peu par le très officiel conseil des impôts. Pour l'agriculture rien n'est changé. Les gros exploitants continueront à bénéficier d'une quasi-immunité fiscale qui en fait des alliés sûrs du régime.

totale maîtrise

Enfin les salariés à hauts revenus, s'ils paraissent fortement imposés puisque leur salaire est officiellement connu, bénéficient de nombreuses dispositions qui, d'une part permettent d'« arrondir » hors impôt le revenu (les règles sur les frais professionnels et les avantages en nature) et d'autre part, favorisent les « placements » lucratifs de ce revenu. Dans un but évident d'intégration sociale la couche des cadres est fortement incitée à constituer des patrimoines familiaux par les dispositions prévues en faveur des plans d'épargne, de l'accession à la propriété, du revenu des actions, des assurances-vie, etc ; et ces patrimoines, financés en grande partie par des allègements fiscaux, seront ensuite transmissibles sans grosse perte puisque les droits de succession sont des plus modérés. Il y a là une politique patiente, discrète, efficace, de constitution d'une nouvelle bourgeoisie moyenne qui, avec des responsabilités dans la production et des revenus élevés (incorporant en fait une part du profit), sera en outre « stabilisée » par l'accumulation de richesses privées. C'est ce phénomène que recouvre la politique dite d'encouragement de l'épargne. Sur ce plan, Giscard annonce des corrections légères mais ne touche pas au système d'ensemble, au contraire, parlant de la taxation des plus-values foncières, il a soin de préciser que son alourdissement ne s'applique pas au placement de l'épargne des particuliers : paix aux spéculateurs de bonne volonté. Dans ce contexte, l'annonce d'un effort fiscal accru des hauts revenus n'est guère qu'une litanie, en contrepoint à celle de la « modération des hausses de rémunération ».

C'est donc une politique globale, coordonnée, que conduit et qu'expose notre ministre des Finances. Pour cette raison, on lui attribue complaisamment la stature d'un Premier Ministre, et il se prête à cette comparaison en empruntant au conformisme prudhommesque de Messmer. Mais cela ne relève pas que du jeu politique de diverses fractions de la droite. La tâche du pouvoir économique d'Etat, le règlement des contradictions entre les couches dominantes est en elle-même un attribut important et il est utile de noter, au-delà des apparences, que Giscard (et derrière lui Pompidou) le maîtrisent pleinement.

Bernard JAUMONT.



mocrate. L'exemple de la vie politique calaisienne est ici intéressant :

On y assiste actuellement à une tentative de récupération du PSU et de ses mots d'ordre (autogestion, contrôle ouvrier, etc.) par le P.S. qui partage minoritairement la municipalité avec le P.C.F. avec une pratique peu différente de celle de l'ancienne municipalité UDR.

Les militants du P.S. local laissent entendre autour d'eux que le P.S.U. est prêt à les rejoindre avec armes et bagages et spéculent déjà sur le nouveau rapport de force au sein de leur section. Ils disent même que notre camarade Michel Rocard est d'ores et déjà inscrit au P.S. !

C'est cela la vraie pratique politique du P.S. !

Révolutionnaires en paroles, réformistes et magouilleurs dans les actes !

Dieu (I) merci ! Les militants du P.S. sont totalement absents des luttes (Calais ne doit pas être un exemple unique) et notre image auprès des travailleurs n'en souffre pas.

E.S. (Calais) ■

communiqué du BN du PSU

la politique c'est aussi la fête

AU moment où un gouvernement d'ordre moral cherche à museler la liberté d'expression et la créativité, 40 000 personnes à la Fête du P.S.U. des 26 et 27 mai à Colombes, ont montré ce que pourrait être une fête populaire, non marchande, où l'essentiel est ce que chacun y apporte.

L'énorme travail militant de la fédération de la région parisienne a permis ce succès. La liberté très grande de l'ensemble de ces deux journées ne pouvait être autorisée que par l'appui d'une sérieuse organisation préparatoire : accueil sur le plan matériel, équilibre des programmes d'animation, de musique, de cinéma et de théâtre libre ; expression des minorités nationales, liberté des enfants dans l'invention des jeux.

Spontanément, la discussion s'est engagée autour des stands des groupes politiques nationaux et internationaux et de ceux illustrant les problèmes de tous les travailleurs et des jeunes : armée, cadre de vie, avortement, libération sexuelle...

Plusieurs débats sur l'autogestion, l'armée, l'école, le travail des O.S., l'Indochine, ont permis de faire de cette fête, aussi, une manifestation politique. La parole et le spectacle ont été étroitement mêlés pendant deux jours et une nuit.

L'objectif atteint par les militants de la région parisienne doit désormais permettre à d'autres fédérations du Parti de montrer, elles aussi, dans l'avenir, que, pour le P.S.U., politique et fête ne sont pas séparables.

BUREAU NATIONAL ■

● récupération

J'ai bien apprécié l'article de G. Féran dans le dernier numéro de « T.S. » à propos du P.S. et de l'O.P.A. que celui-ci entreprend sur notre parti. Je regrette même que la fin de l'article ne soit pas plus nette vis-à-vis de la tendance « de gauche » du Parti Socialiste (CERES) qui se sert de l'autogestion comme d'une savonnette pour vendre leur marchandise social-dé-

tout peut

Fondamentalement, mai 68 avait apporté le changement. Le régime gaulliste était brusquement mis à nu et isolé du peuple, mais la gauche elle aussi apparaissait comme étrangère à la réalité de la jeunesse du socialisme. C'est ainsi que toutes les vieilles tranchées immobiles du système politique classique étaient balayées par un souffle nouveau. Et voilà que lentement mais sûrement, la scène politique s'est à nouveau figée. Les conservateurs, les réformistes, les révolutionnaires formaient trois armées incapables du moindre mouvement tactique ou stratégique. Cinq ans après mai, quelle situation pitoyable ! Or, voici que depuis quelques semaines, le mouvement succède enfin à l'immobilisme. Et, comme l'écrit Gérard Féran, chaque semaine apporte des éléments permettant de fonder non pas des affirmations, mais des hypothèses pour demain.



La fête du P.S.U. : un nouveau visage de la politique

si le gauchisme n'existait pas, on ne peut oublier par contre, que Mai 68 non seulement fut bien réel mais a bouleversé en profondeur les données politiques et sociales de la lutte des classes dans un pays comme la France. Sans doute le Parti communiste, même lorsqu'il prend des tournants extrêmement brusques, le fait toujours dans une certaine continuité. On le voit aujourd'hui avec le Programme Commun. Apparemment rien ne chan-

ge, du moins sur le plan du vocabulaire.

Pourtant si on analyse ce que recouvrait la stratégie du « Programme Commun » à l'époque où elle était refusée par la SFIO avant 1965, ce qu'elle fut en mars 73 et ce qu'elle est aujourd'hui, on se rend compte que, sous le même mot, une stratégie différente est en train d'apparaître. 1973 marquera peut-être à cet égard un tournant. Jusqu'à cette date, le PCF

La période actuelle se prête plus, me semble-t-il, aux hypothèses qu'aux affirmations péremptives, du moins en ce qui concerne l'évolution du mouvement ouvrier en France.

En quelques semaines cinq faits viennent en effet de mettre en évidence une profonde évolution des forces politiques dont il est bien difficile de prévoir l'aboutissement :

- 1) La rencontre PCF-PCI.
- 2) L'intervention de Georges Marchais au Congrès du Mouvement de la jeunesse communiste.
- 3) La préparation du congrès de la CFDT.
- 4) Celui du Parti socialiste.
- 5) Les décisions prises le week-end dernier par les organisations membres du Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CIC, AMR, Objectif Socialiste, PSU).

Comment savoir lesquels de ces faits seront porteurs d'avenir ? Comment déceler les évolutions en profondeur derrière les virages tactiques ? Tâche difficile où tout témoin un peu honnête de cette période reconnaîtra qu'il a au moins une chance sur deux de se tromper lorsqu'il tente une analyse de ce qui est en train de se passer. Mais n'est-ce pas précisément la

preuve que nous vivons l'une de ces phases où l'histoire s'accélère, où les changements pressentis de longue date commencent à apparaître, où les forces neuves qui cheminaient souterrainement finissent par se manifester au grand jour ?

Certes on dira, et c'est en partie vrai qu'en ce qui concerne le PC et le PS, il s'agit uniquement d'une grande opération de récupération. Mais toute récupération modifie autant l'ensemble intégrateur que l'ensemble intégré. Le Parti communiste n'a pas la réputation de prendre des risques inutiles, surtout avec ses mouvements de jeunesse. Et quand l'Humanité résume en première page le discours de Georges Marchais au Congrès des JC par la formule : « Le chemin du bonheur, c'est le chemin de la lutte. Il n'en est pas d'autres. Prenez-le sans attendre. Sans attendre 1976 », les communistes savent bien que tout en voulant couper l'herbe sous le pied au mouvement révolutionnaire, ils sont en fait obligés de reconnaître et d'accepter ce qu'il porte en lui de meilleur : c'est-à-dire précisément ce qui en lui fut depuis 68 neuf et révolutionnaire et non sa part d'archaïsme et sa propension au rabâchage de vérités révélées.

une situation à l'italienne

Le rapprochement du PCF et du PCI est à cet égard révélateur. Dans les années 65 « le communisme à l'italienne » fut la première des tentatives d'une partie des étudiants communistes. Avant Cuba. Avant Mao. C'était, dira-t-on ensuite, « la critique de droite » du stalinisme avant « la critique de gauche ». Formule rassurante qui permit bien des simplifications et des simplismes dans l'univers d'extrême-gauche. Car le PCI fut dans les années suivantes à la fois le symbole de la tactique d'alliances la plus droitrière qui soit (avec la Démocratie Chrétienne) et dans le même temps le seul Parti Communiste à sentir les mutations sociales et politiques qui provoquèrent en 1968 l'apparition d'une gauche révolutionnaire en Europe occidentale. Du

coup, il n'a jamais été totalement étranger, au contraire des communistes français, aux nouvelles formes que prenait la lutte des classes, en particulier à l'occasion du fameux « automne chaud ».

Et pendant que le PCF pratiquant la politique de l'autruche tentait vainement d'arracher les couches nouvelles entrées dans la lutte à l'emprise des « gauchistes-Marcellin », le PCI comprenait, lui, la nécessité d'engager un dialogue, même indirect avec la nouvelle extrême-gauche italienne.

Alors récupération ? Sans doute. Mais plus profondément, le Parti communiste depuis son dernier Comité Central est en train de découvrir que si l'on peut à la rigueur faire comme

une campagne p

En tenant les 19 et 20 mai à Paris une réunion de leurs militants sur le thème « Autogestion et Organisation politique » (1), les quatre organisations réunies dans les Comités de Liaison pour l'Autogestion Socialiste (A.M.R. - C.I.C. - Objectif Socialiste - P.S.U.) n'ouvraient pas un débat académique. Il s'agissait de savoir si le socialisme autogestionnaire serait un courant de pensée ou un courant politique c'est-à-dire une force organisée qui exprime des forces sociales réelles à l'étape actuelle de la lutte des classes.

LES militants du PSU ne s'y sont pas trompés : vingt-cinq fédérations étaient représentées, et souvent par des militants d'entreprise. Significative aussi la présence de nombreux observateurs (CFDT, Vie Nouvelle, MRJC, JEC, Politique Aujourd'hui, Autogestion et Socialisme, PCB, etc.). Six commissions ont travaillé le samedi à partir de deux rapports : l'un, plus stratégique, de Jean Le Garrec (PSU), l'autre, sur l'organisation, par Victor Leduc (CIC). Leurs travaux ont été présentés le lendemain par J.P. Vigier (CIC) et G. Fuchs (Objectif Socialiste).

Au débat général ont été versés également le projet des 14 thèses sur l'autogestion et de dix questions destinées au débat public. L'accord s'est fait entre les organisations du CLAS sur des initiatives communes (voir ci-contre) qui doivent prolonger les débats des 19 et 20 mai.

Ces initiatives engagent un processus dont il faut souligner l'importance. Il ne suffit plus de populariser des idées : il s'agit, dans les mois à venir, de faire naître une organisation politique d'un type nouveau, clairement fondée sur le choix du socialisme autogestionnaire. De toute évidence, la création d'une telle organisation

donne au PSU des responsabilités toutes particulières. Il lui faut dépasser ses propres structures, non seulement pour permettre aux militants des trois organisations du CLAS de travailler avec ceux du PSU dans une même structure, mais pour élargir le champ politique et social de son combat. Il faut faciliter l'adhésion, l'association de milliers de jeunes et de travail-

le C. L. qu'est-ce

C'EST dès janvier 1972 que des contacts réguliers se sont établis entre le PSU, les Centres d'Initiative Communiste et Objectif Socialiste : ils aboutirent à diverses initiatives communes, en particulier à un meeting commun en Lorraine avec Rocard, Jeanson, Leduc et des travailleurs en lutte (avril 72).

Quelques mois plus tard, trois organisations (AMR, CIC, PSU) qui avaient pris position dans leurs congrès pour le socialisme autogestionnaire, décidaient de créer

basculer...

avait pratiquement un seul objectif : réintégrer le jeu politique français et pour ce faire donner l'image d'un parti de gouvernement, sérieux et rassurant,

à l'aide d'une alliance avec une social-démocratie qui ne faisait plus peur à personne depuis longtemps, si ce n'est... à la classe ouvrière.

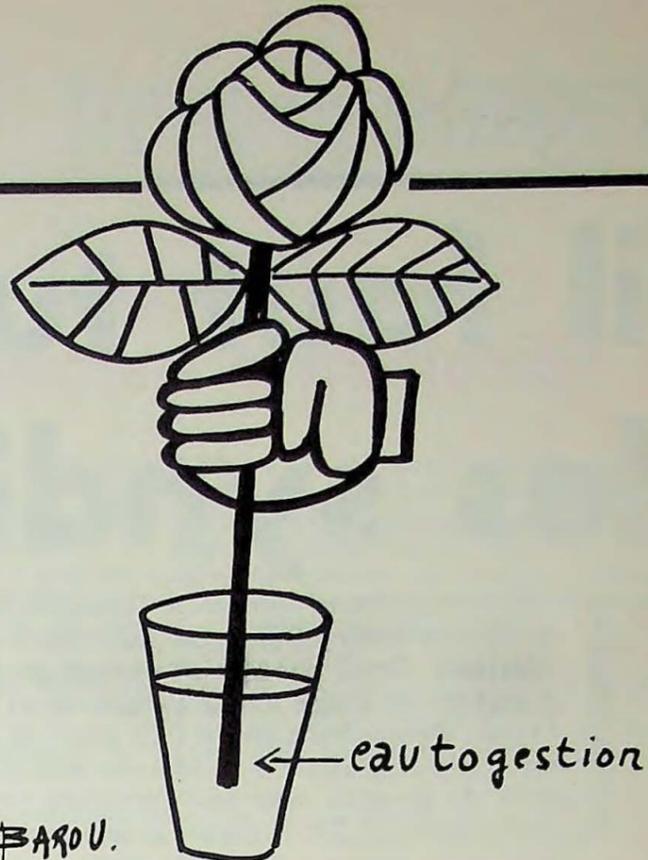
rebelle à

la social-démocratie

Cette volonté, poussée jusqu'à l'aveuglement, devait conduire le PCF à ne rien comprendre à Mai 68, du moins à ce que le mouvement portait en lui d'original. Choisir entre les chimères du gauchisme et la réalité bien connue de la social-démocratie, la question ne se posait même pas. Le « Parti de la classe ouvrière » doit faire alliance avec le Parti des classes moyennes. Point. Analyse présentant tous les caractères de la solidité jusqu'au jour où deux phénomènes bouleversent cette rassurante construction : le premier c'est qu'au sein même de la classe ouvrière naissent de nouvelles formes de lutte et d'autres objectifs autrefois catalogués comme « gauchistes » : conditions de travail, classification, luttes anti-hiérarchiques, volonté de contrôle, etc. Et

le PC doit bien se résoudre du coup à les prendre en charge. Le second c'est que l'allié social-démocrate lui-même est contraint sous peine de mort de changer de nature.

Le système politique de la V^e l'a contraint inéluctablement à passer une alliance avec le PC. Mais du même coup sa capacité à revenir au pouvoir dépend de facteurs inverses de ceux qui lui dictaient son attitude sous la IV^e République. Là où il gérait une clientèle sociale et jouait les arbitres politiques, il lui faut désormais disputer les terrains mêmes du PC, d'abord sur le plan politique, ensuite si possible sur le plan social. Il lui faut jouer sur le plan idéologique un rôle moteur. Il lui faut intégrer des couches sociales nouvelles rebelles à la tradition social-démocrate. Cette mu-



tation peut être réalisée dans deux directions contradictoires, même si tactiquement elles se couvrent temporairement du même vocabulaire. La première c'est celle d'un « Bad-Godesberg » (1) à la française, l'apparition en France d'un véritable Parti néo-radical, celui dont Servan-Schreiber a eu le projet sans avoir les moyens de le réaliser. Ce peut être un parti ouvert, dynamique et accueillant. Mais fondamentalement ce projet recouvre la négation de la lutte des

classes et de ses conséquences politiques. L'autre direction c'est celle qui passe au contraire par la prise en charge politique des enjeux nouveaux de cette lutte de classes sur la base du contrôle ouvrier et de l'autogestion. Cette seconde hypothèse ce n'est évidemment pas le PS actuel qui peut l'assumer. Elle ne peut naître que dans une mutation générale du mouvement ouvrier passant par des phases de rupture sur sa droite et de recomposition sur sa gauche.

un pari

passionnant

Dans ce contexte, les deux autres faits que je signalais au début de cet article prennent toute leur signification. Le rôle de la CFDT peut être déterminant dans la période qui vient, précisément parce que, comme organisation de masse, elle porte en elle des possibilités d'évolution du mouvement ouvrier contradictoires. L'autogestion est le meilleur symbole de cette ambiguïté possible puisqu'on la voit y compris proclamée depuis quelque temps par la Démocratie Chrétienne chilienne en lutte contre l'Unité populaire.

Nous vivons une période de l'histoire du mouvement ouvrier où tout peut basculer pour l'essentiel dans un sens ou dans un autre. Et la nature des forces qui se réfèrent à l'autogestion permettra sans doute dans les années qui viennent de mesurer si la voie choisie massivement est celle de la lutte des classes ou celle de l'intégration. Le travail politique à accomplir aujourd'hui est donc considérable.

Si les axes du contrôle ouvrier et populaire et de l'autogestion socialiste peuvent être ceux autour desquels s'établira une restructuration de l'ensemble du mouvement ouvrier dans les années qui viennent, cela veut dire clairement que l'enjeu ne se borne ni à une simple restructuration de l'extrême-gauche, ni à celle d'une gauche dite « non communiste ».

C'est dire aussi que les initiatives prises par le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (évoquées dans ce numéro par Robert Chapuis) ont pour fonction d'aider à cette maturation collective et non de la figer. L'avenir dira si ce pari — car c'en est un — pouvait être tenté aujourd'hui. Il a en tout cas le mérite d'être passionnant.

Gérard FERAN ■

(1) Bad-Godesberg : congrès où le S.P.D. allemand a abandonné toute référence au marxisme et à la lutte des classes.

pour l'autogestion

leurs qui découvrent peu à peu, même s'ils n'en prononcent pas le mot, la portée du socialisme autogestionnaire.

En France, on adhère difficilement à un parti, on craint de se replier ou d'étouffer sous le poids bureaucratique. Une critique des partis va souvent de paire avec une volonté de liberté et, finalement, d'autogestion. Il nous faut donc inventer une organisation nouvelle, un parti ouvert qui s'inspire des luttes du mouvement ouvrier comme du marxisme vivant. Si l'on veut engager des recrues pour une avant-garde, réformiste ou révolutionnaire, coupée des « bataillons ouvriers », c'est que l'on refuse le socialisme autogestionnaire.

C'est moins de nouveaux statuts (tâche qui serait pourtant bien utile !) dont nous avons besoin, que de dispositifs efficaces pour l'action, la coordination, la proposition (dans les programmes comme dans les luttes) et le renversement du régime actuel. L'ef-

ficacité se mesure à la capacité d'entraînement dans les moments où la lutte sociale ou politique devient plus dure : il y faut, certes, des organes de représentation et de décision collectives, mais il y faut avant tout une forte capacité d'initiative à tous les niveaux.

Une base militante se sclérose quand elle n'est pas liée aux réalités vécues par le grand nombre. Il ne s'agit pas de jouer aux « missionnaires », bien au contraire. Il faut, sans perdre sa volonté révolutionnaire, se laisser pénétrer par les influences, considérer ceux qui ne militent pas, mais — dirons-nous — « sympathisent », non comme des mutilés, mais comme la masse vivante qui rencontrera elle-même la question du pouvoir quand les masques seront tombés.

Ce retournement mental qu'implique le socialisme autogestionnaire ne se fera pas en un jour : il faut commencer d'autant plus vite ! La campagne publique, les assemblées de base sur la lutte pour l'autogestion socialiste — et dès aujourd'hui pour le contrôle — et sur l'organisation qu'elle implique, donneront l'occasion d'inventer les moyens de cette réorganisation, de cette reconstruction individuelle et collective.

Pour le PSU, mais aussi pour les trois autres organisations, la prochaine réunion de la DPN permettra de définir les mesures pratiques et le calendrier de cet effort commun : il faudra aller vite, car le rapport des forces évolue lui aussi très vite.

Si, comme nous le croyons, nous sommes pour le combat socialiste dans notre pays, à un tournant historique, ce n'est pas le moment de nettoyer les enjoliveurs : il faut accélérer le mouvement.

Robert CHAPUIS. ■

A. S., que c'est ?

un Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste : une déclaration commune, le 28 janvier 73, en donnait les fondements. Objectif Socialiste, en accord avec cette déclaration, rejoignait ensuite le CLAS.

D'autre part, les 20 et 21 janvier 1973, les revues Autogestion et Socialisme, Critique Socialiste, Objectif Socialiste, Politique Aujourd'hui tenaient un colloque sur le thème « Autogestion et Révolution Socialiste » dont le compte rendu vient de paraître. ■

Instrument de formation théorique
Moyen de propagande politique

critique socialiste

le n° 13 vient de paraître :

- Analyse du résultat des élections **Alain RICHARD**
- Les timidités et les « audaces » de la stratégie réformiste **Victor FAY**
- La stratégie du contrôle ouvrier **Victor FAY**
- Trois textes (inédits) de **Lénine** sur le contrôle ouvrier
- Actualité de Marx sur la bureaucratie **Philippe BRACHET**
- Autogestion et démocratie directe **Alain GUILLERM**
- L'autogestion selon la Ligue communiste
- Pour une réflexion sur les luttes ouvrières internationales, le cas Ford **J.-P. DUBOIS**
- En Argentine : brève généalogie de trente ans de péronisme **B. LEVY**

Editions SYROS, 9, rue Borromée, 75015 Paris, C.C.P. n° 19 706 28

il faut tuer les syndicats

Il y a quelques semaines, Georges Pompidou recevait à l'Elysée André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière. Grisé par tant d'honneur, ce petit privilégié en a eu l'air de croire à une victoire de la classe ouvrière... En fait, Pompidou a choisi F.O. dans un dessein bien précis : tenter d'affaiblir le mouvement syndical, en attendant de pouvoir tuer les syndicats. A défaut d'utiliser pleinement la C.F.T. on se contentera de Bergeron...

Si celui-ci s'est laissé duper, il devrait en toute logique abandonner son poste, car sa petite visite à l'Elysée a été dénoncée par la classe ouvrière et aussi par nombre d'adhérents de son organisation. J'ai rencontré ces dernières semaines nombre de militants F.O. qui ont démissionné ou qui sont sur le point de le faire. On parle de sections syndicales entières qui s'interrogent sur la date où elles quitteront l'organisation. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir. Et l'on comprend que les chantres du régime n'aient pas péroré plus d'une journée sur la rencontre Pompidou-Bergeron.

Contrairement à ce que vous croyez peut-être, le printemps n'a pas été aussi frais que la déception voudrait le faire croire. Il a même été plutôt chaud. Si l'on veut bien admettre que chaque fois que quelques centaines de travailleurs croisaient les bras ce n'était pas la révolution. Tout n'est pas si simple.

Début avril, le maire de Boulogne-Billancourt est devenu ministre du Travail. Il a pénétré dans son ministère pour y retrouver ses administrés de chez Renault en grève. On ne peut plus être tranquille, même au gouvernement. Les choses ne devaient pas s'améliorer. Quelques semaines plus tard, Georges Gorse reconnaissait que la situation sociale était fort préoccupante, compte tenu de la multiplicité des conflits. Les responsables : la C.G.T. et la C.F.D.T.

Pour le gouvernement il fallait donc s'attaquer aux syndicats, mais surtout pas de front afin d'éviter le remue-ménage. Une opération en trois parties est déclenchée.

On commencera d'abord par essayer de faire accrédi-ter la thèse selon laquelle les syndicats ne contôlent plus les conflits. Ils sont débordés par leur base. C'est en partie vrai, mais en partie seulement, car ce qui est remarquable dans tous les conflits de ces dernières semaines, c'est justement la capacité syndicale à coller aux événements. Et ce n'est pas nous qui allons leur reprocher d'avoir laissé l'initiative des travailleurs se développer.

De plus il ne faudrait pas oublier que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont été les

premières, en mars, à tenter de remobiliser une classe ouvrière sérieusement ébranlée par les élections. L'offensive du gouvernement étant donc aussi de miner le front C.G.T.-C.F.D.T. Mais il résiste, malgré les opérations du commando C.F.T. ou des milices patronales comme à Saint-Etienne, ou à la fin de non-recevoir de Pierre Messmer à une demande d'ouverture de négociations.

Sur ce point, le gouvernement n'est pas en position de négociateur, pas plus que les syndicats sont en état d'imposer ces négociations. Pierre Messmer a stoppé le mouvement, mais il n'a pas mis le syndicalisme en échec.

de la politique

Dans ces conditions, on ne pouvait faire autrement que d'essayer de donner une image de la politisation du mouvement syndical. En fait, il s'agit de montrer qu'il y a de bons et de mauvais syndicalistes. Et c'est là qu'on a besoin des amis d'André Bergeron. La rencontre de celui-ci avec Pompidou est un élément.

Il y en a un autre. Au conseil économique et social, Jacques Ferry, (CN PF) et Gabriel Ventejol (FO) présentent un rapport commun sur l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis... On dit que ce rapport a été entendu à l'Elysée et que le président y serait favorable. Il a été également entendu par les travailleurs qui se demandent ce qu'un dirigeant syndical peut bien faire avec un patron, à moins d'être un jaune.

Le pouvoir manque son coup, une fois de plus, car en voulant favoriser les « bons » syndicalistes, qui ont la « bonne » éducation de ne pas être pour le SMIC à 1 000 fr. avant le gouvernement, il redonne de la vigueur à la CFDT et la CGT.

Certes on n'escomptait pas pour tout de suite un fort développement des « bons ». On ne se faisait pas trop d'illusion dans les branches industrielles. Ce n'est déjà pas si mal que la CFT creuse de plus en plus son trou chez Citroën. L'essentiel est d'augmenter l'influence du « syndicalisme

libre » (comme dit Bergeron) dans l'Administration. C'est mal parti ! dans les services du Trésor, FO recule aux élections parfois jusqu'à 10 %. Et si elle conserve une influence assez grande, elle ne peut empêcher la CFDT de lui prendre 42 sièges.

Donc si « politisation » du syndicalisme il y a, cela n'a pas l'air de déplaire aux travailleurs. Ce qui donne à la CFDT la possibilité d'affirmer dans leur réponse à Pierre Messmer (14 mai) qu'ils ne font pas confiance au Parlement pour régler les problèmes des travailleurs. Ça veut dire que l'on fait plus confiance à la lutte qu'à la discussion polie dans les Assemblées. Pierre Messmer a raison ; les syndicats font de la politique. Peut-être sont-ils les seuls à le pouvoir ?

Troisième partie de l'opération : briser l'unité d'action CGT-CFDT. On aurait pu s'attendre à une opération anti-CGT à base d'anti-communisme style dernière campagne électorale... Cela n'a pas été possible car il n'est pas simple d'accuser un jour la CGT d'être débordée par la base, pour le lendemain l'accuser de travailler pour Moscou. A moins de dire que la base c'est Moscou...

Qu'importe, on va tirer sur la CFDT qui n'est composée que de gauchistes, c'est bien connu. Plus exactement elle ne sera composée que de gauchistes après son 36^e congrès. C'est du moins l'opinion de certains qui, à l'exemple de Georges Suffert (*Le Point*), vous annoncent qu'on a réussi à écœurer à la CFDT des gens sérieux comme Lucas, Bonety et Detraz. Quand on connaît la part prise par ces trois hommes dans l'évolution de la CFDT, on pense que Suffert se déshonore. C'est son affaire. A moins qu'il ne fasse partie du plan du pouvoir, mais (*Le Point*) est quand même un peu trop confidentiel pour être efficace.

On ne serait pas fâché dans certains milieux, y compris de la CGT, que les militants CFDT prêtent l'oreille aux critiques de ce style. La combativité de la CFDT inquiète. Certes elle n'est pas nouvelle, mais voici que, passée une période où elle lui faisait perdre de l'influence aux élections professionnelles, elle peut désormais rivaliser avec la CGT dans bien des branches et plus particulièrement dans la métallurgie. Ça fait réfléchir.

Cela étant, il ne faut pas s'attendre à ce que le congrès de la CFDT, qui se tient cette semaine, infléchisse la ligne mise en pratique par la confédération depuis plusieurs mois. La direction de la CGT ne le souhaite pas non plus. L'unité d'action des deux centrales, particulièrement telle qu'elle est pratiquée depuis 1971, se révèle



André BERGERON

payante. Si aujourd'hui le pouvoir se préoccupe tant d'affaiblir le syndicalisme, c'est bien qu'il le craint. Du moins sait-il que c'est du côté des entreprises que la menace est la plus grande.

passer à l'offensive

Donc l'opposition serait plus du côté des syndicats que des partis. C'est sûrement la volonté du PCF que de se refaire une vertu par CGT interposée. C'est de bonne guerre. Côté PS on voudrait bien jouer le même coup avec la CFDT. Pas si simple. Quoi qu'on dise le PS n'a pas si bonne oreille rue Montholon.

Finalement, en dehors de quelques militants que tout le monde se dispute, le débat se situe sur un terrain tout autre que l'influence de tel ou tel parti ou groupe. La CFDT est la seule organisation de masse en France à avoir livré à ses adhérents un débat sur un projet politique lié à l'autogestion socialiste. Quels que soient les divers courants et opinions dans la centrale, ce débat ne peut plus être remis en question. Et plus il se développera, plus il sera difficile d'entraîner ces syndicalistes dans des voies dépassées et sans issues.

On a compris ça plus vite du côté du PCF que du PS. Tant qu'on n'aura pas fait mieux que le Programme commun, il n'est absolument pas question pour la CGT de pratiquer le moindre écart sur l'unité d'action. C'est tout autant pour elle le moyen de freiner la CFDT - en s'aidant aussi de quelques discours et articles virulents - que de trouver toute sa place dans les luttes.

C'est aussi une situation difficile pour les syndicats. Cible du pouvoir, ils ont du mal à passer de la défensive à l'offensive. Il en sera ainsi tant que ne pourront s'ouvrir d'autres fronts de luttes aussi importants que celui de l'entreprise : cadre de vie, école etc... Jusque là le mot d'ordre du pouvoir sera le même : il faut tuer les syndicats. Et il fera tout pour y parvenir. Saurons-nous l'en empêcher ?

Jacques FERLUS ■

luttés sans frontières

Une trentaine de syndicalistes CFDT de Haute-Normandie (Seine-Maritime et Eure) s'est rendue à Southampton, en Angleterre, où elle a participé, le samedi 19 mai, à une séance de travail avec des militants du Trades Union Congress de la ville et de sa région.

TOUT est parti de la grève lancée, l'an dernier à Dieppe, par les marins du cargo « Capitaine Le Goff », appartenant à la SNCF, pour protester contre les conditions de travail, les horaires impossibles et pour demander du personnel supplémentaire. Une fois leur grève terminée, ces marins qui assurent le service Dieppe-Newhaven étaient entrés en contact avec des travailleurs anglais afin de leur expliquer les raisons de leur action.

A l'automne dernier, une quinzaine de travailleurs du Sussex, de différentes professions, vinrent à Dieppe participer à une rencontre avec l'Union locale CFDT. Rendez-vous fut pris pour une rencontre plus approfondie — celle du 19 mai.

Si cette journée de travail fut l'occasion de débats sur l'action politique et syndicale contre l'exploitation capitaliste internationale, elle servit également à des échanges concrets, pouvant permettre

des contacts rapides pour une action commune sur des entreprises comme la B.P. qui possède une unité de production à Vernon (Eure) et à proximité de Southampton, comme la « Borden Chemicals Industry » à Fécamp, la « Fermeture Eclair » à Petit-Quevilly...

Travailleurs français et britanniques se sont mis d'accord sur un point important : « Les relations entre organisations syndicales d'appareil à appareil, disent-ils, ne nous intéressent pas. Ce que nous voulons, c'est développer les contacts à la base entre les travailleurs eux-mêmes ». « Ce que nous envisageons politiquement, ajoute un travailleur anglais, c'est le contrôle des industries par les travailleurs eux-mêmes ». « Nous ne vou-

lons pas de la cogestion ouvriers-patronat », dit encore un autre. L'autogestion, somme toute, n'est pas bien loin...

« Devant l'Europe des banquiers, il faut renforcer l'union des travailleurs et donner la priorité aux actions multinationales... l'action au niveau européen doit reposer sur les revendications des travailleurs... Il est nécessaire de faire progresser l'unité d'action et l'unité syndicale... face à l'Europe des capitalistes, construisons l'Europe des travailleurs - voilà quelques-unes des conclusions de cette rencontre qui doit avoir une suite, puisque la prochaine réunion entre travailleurs des deux pays aura lieu en Haute-Normandie après les vacances d'été.

Correspondant ■

● sécurité sociale : les usagers dans la balance

Comme on pouvait le prévoir, la grève s'est étendue à l'ensemble des caisses de Sécurité sociale. Lundi dernier, il n'y avait plus guère de régions qui ne soient touchées. Les caisses vieillesse et les caisses d'Allocations familiales sont entrées à leur tour dans la grève.

Les premiers débrayages illimités ont commencé à Paris vers le 15 mai dernier. Peu à peu, toute la région parisienne (environ 18.000 salariés) a été dans le mouvement, malgré les divergences entre grévistes; ceux qui sont apparus parmi les plus « durs » appartenant à Force Ouvrière dont Bergeron veut faire le fer de lance de la participation pompidolienne (voir notre article par ailleurs). « Voilà, commente la presse, que Bergeron ne contrôle plus ses « gauchistes » des « trotskystes » implantés de longue date à la Sécurité Sociale... »

C.G.C. et C.F.T.C. ont signé un « contrat salarial » qui ne résout rien quant au fonds des revendications portant sur la revalorisation générale et non hiérarchisée des salaires, ainsi que sur les conditions de travail (les « O.S. » de la S.S.). De toute façon ces deux syndicats représentent moins de 15 % des travailleurs.

F.O., couvert par un Bergeron forcé et honteux, lance, caisse après caisse, des mots d'ordre de 3 jours de grève, C.F.D.T. et C.G.T., laissent plus d'initiative à la base, aux assemblées quotidiennes qui reconduisent la grève.

La direction de la Sécurité Sociale, sous « tutelle » du ministère de la Santé, laisse pourrir. Elle n'était pas disposée à discuter avant ce mercredi. Pendant ce temps, des centaines de milliers de dossiers en instance de règlement s'accumulent. Une « subtile »

propagande gouvernementale et patronale permet de dresser l'ensemble des salariés usagers contre les grévistes. C'est une situation grave, bien connue de tous les travailleurs des services dits publics (transports, hôpitaux, etc.) et des secteurs vitaux comme l'EDF. On se rappelle - à l'EDF notamment - le « coup » du pouvoir contre une grève mal comprise. On se souvient aussi de celle des conducteurs du métro à Paris...

C'est plus que de la « compréhension » qu'il faut dans ce cas là. Il faut une véritable unité populaire, de tous les travailleurs en lutte contre un système d'exploitation de l'homme par l'homme.

La Sécurité Sociale, au service des travailleurs ce sera l'affaire de tous, avec la prise en mains des leviers de l'Etat et son contrôle par les travailleurs. Les ordonnances de 1967 qui ont arraché la

gestion de la Sécurité Sociale aux syndicats, ont sans doute fait reculer partiellement leur force. Mais elles ont levé une hypothèque, celle de la cogestion, et libéré ainsi la combativité de dizaines de milliers d'employés, aujourd'hui dans la lutte.

La victoire ou la défaite de cette grève viendra de l'ensemble des usagers, c'est-à-dire de l'ensemble du peuple. Celui-ci peut contraindre le pouvoir du capital, installé au gouvernement, à donner satisfaction aux salariés de la Sécurité Sociale. Pour cela, il doit avoir bien conscience qu'il défend ainsi ses intérêts de classe exploitée et que c'est une étape.

Autrement dit, en déclenchant leur grève, les travailleurs des différentes caisses sociales posent un problème politique d'ensemble qui doit être traité comme tel, faute de quoi, ce sera un échec grave et peut-être durable. C'est en ces termes que des militants révolutionnaires tentent, depuis quelques jours de faire évoluer le contenu de la lutte à la Sécurité Sociale.

Michel CAMOUIS ■



Les Compagnies Républicaines de Sécurité... Sociale !

● immigrés : par le petit bout de la lucarne

ARMES EGALES » a inauguré sa nouvelle formule par un débat sur les immigrés. D'abord un film qui étonne par les images et commentaires : on y montre les signes de politisation des travailleurs immigrés ; on s'attarde sur le défilé du 1^{er} mai ; le slogan « Français, immigrés, même patron, même combat » est largement déployé ; la grève de la faim à Saint-Etienne soutenue par les organisations révolutionnaires, est évoquée.

On verra même des images sur les affiches du comité de lutte, les dessins de Reiser et de Charlie Hebdo.

Cette politisation des immigrés inquiète le pouvoir. Ils ne sont plus les moutons craintifs, les « hommes sans voix » et la Télévision s'intéresse même à eux.

Malheureusement — ne fallait-il pas s'y attendre ? — le débat n'a pas eu l'intérêt qu'il aurait dû avoir. Ceux qui auraient pu prendre des engagements publics : le Gouvernement, le Patronat, l'Office de l'Emigration, préférant la « position » de l'autruche, ne se sont pas présentés.

Michel Rolant, président de la Commission des Travailleurs Immigrés à la C.F.D.T., face à Claudius-Petit, président de la SONA COTRA, qui se défendait de représenter ni le Gouvernement ni l'U.D.R., mais seulement lui-même, ne trouvait aucun écho à ses propositions.

Le seul intérêt de cette émission a été de montrer l'attitude xénophobe des Français, (xénophobie que les Pouvoirs Publics se sont bien gardés de combattre et ont même souvent encouragée (at-

titude de la police à l'égard des immigrés).

Michel Rolant a quand même pu proposer un statut des immigrés qui leur garantirait les mêmes droits qu'aux ouvriers français. Claudius-Petit, faisant figure d'homme de bonne volonté, alors qu'il est prisonnier de l'idéologie bourgeoise de sa classe, n'a pas voulu tout à fait aller jusque-là, leur refusant les droits civiques.

André Karman, maire d'Aubervilliers, a évoqué brièvement un statut des travailleurs immigrés (proposé par le Parti Communiste). Avec le statut proposé par le Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme et pour la Paix (MRAP) — dont on n'a soufflé mot au cours du débat — on peut dire que le travail est bien préparé.

F. CLAIRE ■

● Renault Flins : élections scandaleuses

L'usine Renault Flins a un peu plus de 21.000 travailleurs dont 8.500 immigrés. Sur les chaînes, ceux-ci représentent près de 80 % des effectifs. Marocains, Africains et Portugais, ils ont secoué la Régie Renault durant le mois d'avril dans les ateliers des presses de « R 5 », tôlerie, de montage et de sellerie. Pourtant, aucun d'entre eux n'a été élu délégué aux dernières élections.

La direction de l'usine de Flins a essayé par tous les moyens, de briser la grève, en remplaçant les grévistes par des agents de maîtrise, régleurs, etc. — mais elle a échoué devant leur détermination. Bousculades et échanges de coups de poing n'ont été que le résultat logique des pressions de la direction.

Alors, pour faire « bonne mesure » la Régie Renault, durant le lock-out, a licencié 25 ouvriers parmi les plus combatifs et envoyé deux cents lettres de menaces. Ainsi, sous l'emprise de la crainte, elle a pu obtenir la reprise du travail. Mais elle était bien décidée à ne pas en rester là et le système répressif s'est mis en branle, d'une autre manière, pour isoler les immigrés.

Durant les grèves, les bruits les plus fantaisistes ont circulé : « des femmes avaient été molestées ; des jets de boulets avaient blessé de nombreux travailleurs non-grévistes, des machines avaient été endommagées, etc. On entendait dire « une minorité d'irresponsables sauvages essaient de faire la loi en France, il ne faut pas les laisser faire ».

Tous ces ragots, plus faux les uns que les autres, avaient pour but d'aviver le racisme et de creuser un fossé entre les travailleurs.

Faisant suite à de tels événements, les élections des délégués du personnel revêtaient une importance particulière. Le nombre de suffrages exprimés fut assez voisin de celui de l'an dernier, mais une véritable bombe éclata lors de la proclamation des résultats : pratiquement aucun travailleur immigré n'était élu.

Pour 94 postes à pourvoir, la CGT présentait 25 immigrés et la CFDT 38. Ceux-ci étaient normalement répartis sur toute la liste. Seulement le mode de scrutin donne aux minorités un pouvoir exorbitant et inadmissible. En effet, chacun a la possibilité de rayer les noms des candidats qui ne lui plaisent pas et sont élus ceux qui ont obtenu le plus de voix. Si par exemple une liste remporte 20 sièges, ce n'est pas les 20 premiers sur la liste qui passent, mais les 20 qui ont réussi le meilleur score.

le « carnage »

A Flins, il a donc suffi que 100 à 200 personnes rayent les travailleurs immigrés aussi bien sur la liste CGT que CFDT, pour que ceux-ci ne soient pas élus.

Toutes les manipulations sont donc possibles avec un tel système ; une petite minorité n'a aucun mal à imposer sa loi si l'on songe que la CGT a obtenu 6.932 voix et la CFDT 5.125.

Si le scrutin s'était déroulé sur liste bloquée, la CFDT aurait eu 17 immigrés élus — elle n'en a que trois — et la CGT 12 — elle n'en a aucun.

Encore faut-il dire que parmi les rescapés CFDT, il y a un Italien, un Portugais et un Africain. Pas un seul travailleur arabe n'a échappé au « carnage ».

On peut juger de la stupeur des travailleurs immigrés lorsqu'ils ont pris connaissance de tels résultats. Dans les bureaux de vote correspondant à leur propre atelier, les candidats immigrés ne sont pas une seule fois rayés, par contre ils le sont dans des ateliers à forte proportion de Français, où ils sont souvent inconnus.

Les manœuvres de la direction, le racisme savamment entretenu, tendent à couper les travailleurs immigrés des syndicats en ne leur permettant pas d'avoir leurs délégués.

la loi violée

Il est difficile dans ces conditions de ne pas croire qu'il s'agit d'une action concertée, d'autant plus que pour les responsables CFDT, elle se renouvelle depuis trois ans, le but étant de décapiter l'organisation syndicale.

Avant les élections, la CFDT avait essayé d'obtenir une modification du protocole, mais, bien évidemment, la Régie Renault avait catégoriquement refusé.

C'était pourtant la première année où les travailleurs immigrés pouvaient se présenter aux élections de délégués du personnel sans grande restriction. On en voit l'aboutissement. La CFDT envisage de porter l'affaire en justice d'autant plus qu'il y a carrément violation de la loi contre le racisme, votée en juin 1972 par l'Assemblée Nationale. Une campagne pour la modification du mode de scrutin s'impose.

Correspondance RENAULT ■

o Fougères : 4^e semaine

La totalité des cent travailleurs de l'entreprise Gallard et Mignot, une entreprise de la métallurgie installée à Fougères en Bretagne, est en grève depuis quatre semaines. Manœuvres ou O.S., leurs salaires sont pour la plupart inférieurs à 1.000 F pour 40 heures par semaine.

Aussi réclament-ils notamment le SMC à 1.100 F pour 40 heures, 50 centimes de l'heure pour tous ; une prime de transport ; l'heure d'information syndicale ; un salaire égal entre les hommes et les femmes.

La solidarité se développe dans toute la Bretagne. Un comité de soutien comprenant de nombreuses organisations syndicales et politiques s'est constitué. Il a délégué à sept personnes la responsabilité de prendre les initiatives rapides.

Correspondant ■

o CGCT-Massy : 3^e semaine

A la C.G.C.T. de Massy (filiale d'I.T.T.), O.S., P.1 et manœuvres sont en grève depuis le 2 mai, pour la suppression du salaire au rendement et une augmentation de 0,50 F pour tous, avec un minimum de 8,60 F pour les O.S. et 9,50 F pour les P.1.

Malgré les provocations de la direction, — 23 grévistes du piquet de grève ont été condamnés par le tribunal — le mouvement se renforce. Un comité de soutien vient de se constituer à Massy à l'appel des grévistes (Soutien financier : C.C.P. La Source 30.883.07 — Précisez : « grévistes C.G.C.T. »).

Section de Massy. ■

deux points

Le débat n'a pas permis d'aller plus au fond des choses sur deux points :

1) Les grèves de la faim ont démarré au sud de la Loire, dès la fin de l'année dernière, à un moment où l'ensemble de la gauche (P.C., P.S.) et des syndicats (C.G.T. et C.F.D.T.) ne faisaient que poser des questions critiques au pouvoir à propos du contenu des circulaires Marcellin et Fontanet, sans réclamer leur abrogation.

Les comités de soutien, qui ont regroupé des organismes à caractéristiques confessionnelles, familiales etc..., et des militants de l'extrême gauche, ont reçu l'appui de la C.F.D.T., du P.S., souvent en liaison avec l'appartenance de leurs mili-

tants à ces organismes. Le P.C., la C.G.T. ne sont pratiquement jamais apparus dans les comités de soutien.

2) Le patronat français, appuyé par l'Etat, mène une politique impérialiste diversifiée en fonction des couches qui le composent : le grand patronat (Citroën par exemple, mais aussi Peugeot, etc...) est le principal « demandeur » de contrats bilatéraux avec la France. A l'instigateur de ces contrats, il peut négocier, plus à l'aise, les besoins en main-d'œuvre, ses contingents renouvelables. Par contre, le petit et le moyen patronat se « satisfait » de la main-d'œuvre immigrée clandestine. Il souhaite même son maintien car elle lui permet de faire de multiples économies.

Mais d'une façon ou de l'autre, c'est l'exploitation accrue et donc la division de tous les travailleurs immigrés - français perpétuée, voire aggravée.

La proposition ambiguë de la C.G.T. et du P.C.F. sur la nature de cette solidarité ne tient pas seulement à un racisme insuffisamment combattu chez les travailleurs. Elle tient aussi à la perspective stratégique du rassemblement tous azimuts des mécontents. Il ne faut pas oublier que les petits et moyens entrepreneurs sont inclus dans ce rassemblement. A ce titre, leur cinq cent mille voix pèsent plus lourd que celles des deux millions de travailleurs immigrés qui ne votent pas.

M. C. ■

l'atome : à

L'atome, ça fait peur. Hiroshima, on se souvient. Des images d'épouvante... Et si pourtant, ses utilisations pacifiques étaient un facteur de progrès ? A tout atome, malheur est bon ?

Et cette vanité indéfendable du gouvernement français d'aller faire éclater ses bombes chez les autres... Les éléments de ce débat sont complexes et les deux articles que nous présentons ici veulent l'ouvrir et non le fermer .

LES hommes de Pompidou viennent d'annoncer qu'on construira en France une centaine de centrales nucléaires d'ici l'an 2000. A peu près en même temps, le gouvernement suédois décidait de suspendre la construction d'une douzaine de réacteurs en attendant que les inconvénients et les dangers éventuels soient mieux connus ou qu'on y ait remédié.

Cela signifie qu'il s'agit d'un problème important, compliqué, et sur lequel les mouvements écologiques en France ont bien fait de sensibiliser l'opinion en exigeant un moratoire dans la construction des centrales.

Seulement, il est important de voir que l'utilisation de l'énergie atomique pose des problèmes qui ne sont pas tous de même nature et que tous les arguments invoqués pour différer, retarder ou mettre en cause la construction des centrales ne sont pas de même nature.

Il y a d'abord des problèmes auxquels aucune solution technique n'a encore été apportée.

• 1. Une centrale nucléaire représente une énorme construction de béton (celles de Chinon ont une dimension comparable à l'Arc de Triomphe, et on les aperçoit d'aussi loin que la cathédrale de Chartres). Elles sont ap-

pelées à fonctionner pendant 25 ou 30 ans. Ensuite, on les arrête, mais il est impossible de les détruire. Il serait en effet beaucoup trop onéreux de les démolir en prenant les précautions nécessaires pour que les produits radioactifs contenus dans ces constructions de béton ne contaminent pas les environs.

Il faudra donc supporter pendant des siècles la présence de ces cathédrales qui seront devenues parfaitement inutiles et dont l'intérêt esthétique est pour le moins discutable. Si on en construit une centaine en France en vingt-cinq ans, cela veut dire sans doute beaucoup plus dans les années suivantes : combien de temps faudra-t-il pour que ce pays ne soit plus qu'un vaste champ de cubes de béton ?

• 2. Dans les centrales mises au point par la firme américaine Westinghouse, (plusieurs de celles qu'on construit en France sont de ce type), le « cœur », formé de tubes d'uranium « enrichi », est refroidi par de l'eau. En cas d'incident de fonctionnement, les systèmes prévus pour le refroidissement de secours ne semblent pas au point et, pour cette raison, les autorités américaines ont, il y a quelques mois, refusé de laisser plusieurs de ces centrales fonctionner à leur puissance maximale.

• 3. Les centrales nucléaires rejettent de l'eau qui est à une température plus élevée que celle qui sort des centrales thermiques classiques. La température moyenne des fleuves, ou des bords de mer, où cette eau est rejetée, s'en trouve élevée de façon sensible et cela peut modifier l'équilibre écologique de toute une région dans des conditions totalement imprévisibles.

L'un des seuls remèdes qu'on ait trouvés jusqu'ici est de construire près des centrales des tours de refroidissement. Excellent remède pour ce qui est de l'équilibre thermique des fleuves, mais la tour de refroidissement est une énorme construction de béton qui s'ajoute à celle du réacteur.

• 4. Le fonctionnement d'une centrale nucléaire produit des déchets très dangereux parce qu'ils restent radioactifs pendant des dizaines ou des centaines d'années. On sait comment neutraliser ces déchets à court terme : par exemple en les concentrant en résidus qui sont coulés dans du bitume ou du verre enfermés dans de gros blocs de béton.

vers le soleil

Mais on ne sait pas quoi faire de ces blocs, de plus en plus nombreux, représentant des cubages de plus en plus grands. On essaye de les jeter dans la mer, mais combien de temps le béton, puis le verre ou le bitume résisteront-ils à la corrosion par l'eau de mer ? On a pensé aussi les mettre dans des mines de sel — qui absorbe l'humidité et, par conséquent, limite les risques de corrosion —, mais il n'y en a pas partout.

Les solutions les plus incroyables ont même été imaginées, puisque les Américains ont parlé de mettre ces déchets dans des fusées qui seraient envoyées dans le soleil. On n'en est pas là et, du coup, personne ne sait réellement que faire de ces déchets.

Il est tout à fait normal d'exiger qu'aucune centrale nucléaire ne soit construite tant que des solutions réellement valables n'auront pas été trouvées à ces problèmes.

Sur d'autres terrains, au contraire, le débat devient beaucoup plus vaste



La marche sur la centrale de Bugey

le parachute sera-t-il inventé en route ?

Une centaine d'associations européennes à vocation écologique sont d'accord pour proposer un moratoire de l'industrie nucléaire, c'est-à-dire un arrêt momentané, une pause dans le développement de cette industrie.

En France, la plupart des associations militantes coordonnent leur action à l'occasion de cette campagne, contribuant à faire des problèmes nucléaires un des points d'achoppement de la lutte écologique. Elles auraient pu mettre en avant la question de l'eau, qui semble la plus pressante (l'eau pure manque déjà), ou se préoccuper, par exemple, de l'enrésinement des forêts ; elles ont choisi au contraire de mener une action qui suscite de violentes réactions, tant au sein de mouvements de protection de la nature que parmi la gauche et l'extrême-gauche. Ainsi l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière*, bien connu pour ses analyses nuancées, qualifie cette lutte de « point de vue réactionnaire ». Et en effet, l'industrie nucléaire apparaît, à tout prendre, comme plus propre, plus élaborée que l'industrie des carburants fossiles et apte à remplacer celle-ci. Alors ?

LES groupes écologiques en avaient assez d'être toujours en retard d'une pollution : un peu de cyanure déversé dans une rivière, on avait beau crier, les poissons, eux, avaient déjà disparu. De même, ce n'est que lorsque l'autoroute est tracée que les comités se constituent pour défendre la forêt, mais les C.R.S. sont déjà là pour protéger le chantier et, de toute manière, un groupe américain prévoit une usine de produits chimiques à la lisière, une carrière est ouverte au milieu, les premiers supersoniques du nouvel aéroport voisin ébranlent la cime des arbres... Il fallait partir plus tôt, découvrir une racine et la ronger !

M. Ambroise Roux, de la C.G.E., polémiquait déjà avec M. de Calan de Babcock. Il s'agissait de savoir lequel des deux l'emporterait au C.N.P.F. La presse nous serinait avec leur prétendue opposition : de Calan le libéral, Roux le technocrate. En fait, deux filières concurrentes d'une même industrie : les centrales nucléaires. Dans le même temps, on apprenait que le léviathan, Péchiney, bien connu des associations de défense des si-

tes, s'était déjà réservé l'exclusivité de l'extraction de l'uranium en France et se taillait la part du lion dans toutes les sociétés de préparation et de transport du combustible nucléaire. La lecture du *Journal Officiel* révélait un nombre impressionnant de nouvelles concessions minières et davantage encore de permis de recherches. De nombreux travaux d'aménagement du bassin de la Loire trouvaient leur explication : les barrages doivent retenir assez d'eau pour refroidir les centrales nucléaires en été lorsque le débit du fleuve est insuffisant ! De rares documents des ministères du C.E.A. ou d'E.D.F. révélèrent l'ampleur des projets qu'agitait ce petit monde : 200 centrales nucléaires en France d'ici trente ans. La plupart des sites étaient déjà connus, le long des fleuves ou sur les côtes... C'était une grosse affaire.

les déchets

E.D.F. expliquait à longueur de magazines que le chauffage électrique intégré et le tout électrique étaient les solutions de l'avenir. Des Fourtriquets disaient qu'il fallait assurer l'indépendance énergétique de la France. Les bons auteurs évoquaient la fringale d'énergie toujours croissante et les chroniqueurs scientifiques s'extasiaient devant les progrès de la technique. L'atome était le *deus ex machina*, la

quel prix ?



construite selon les normes actuellement prévues, la dose de radiations que l'on reçoit à quelques dizaines de mètres n'est pas supérieure à celle que reçoivent les habitants des étages élevés d'un immeuble ; elle est, de toute façon, très inférieure à celle que subissent depuis des siècles les populations des zones où se trouvent des gisements d'uranium (certaines parties de l'Auvergne, par exemple).

De la même façon, la centrale est conçue pour résister à la chute d'un avion ou à un tremblement de terre d'amplitude moyenne. Il est bien exact que si une très forte charge d'explosif y est placée, cela fera des dégâts considérables, mais c'est vrai pour beaucoup d'autres installations, et les centrales nucléaires n'ont pas, sur ce plan, un privilège particulier.

une question de priorité

Dès qu'on se place sur ce terrain, il faut, non pas mettre en cause les centrales nucléaires en elles-mêmes, mais poser le problème de la politique énergétique dans son ensemble : quels sont les besoins en électricité ? Comment les déterminer ? Auxquels faut-il donner une priorité ? Quelles sont les autres sources d'énergie dont on dispose et quels sont leurs inconvénients ? Et surtout, qui décidera des solutions adoptées ?

La bataille est à mener beaucoup plus pour être informé de toutes les données du problème, pour que toute la population puisse savoir quels sont réellement les enjeux et les risques encourus. Mais aussi : quels remèdes peuvent être apportés et à quel prix ? Enfin et surtout, comment s'y prendre

pour que la population ait le contrôle de la décision et de son exécution, c'est-à-dire, en somme, pour que les choix ne soient pas faits par quelques-uns sur les seuls critères du profit ?

En d'autres termes, la bataille sur l'énergie atomique n'est pas et ne peut pas se résoudre à un choix technique entre différentes sources d'énergie qui auraient en elles-mêmes des qualités ou des défauts particuliers : même si on reste sur le terrain de la pollution, il est possible qu'une centrale au charbon ou au fuel soit plus dangereuse qu'une centrale nucléaire soigneusement construite ; il est possible que pour un pouvoir socialiste, le recours à l'énergie atomique soit un enjeu politique majeur pour échapper à la dépendance à l'égard des grandes puissances.

Et, de la même façon, les nouvelles sources d'énergie (solaire ou géothermique, par exemple) posent des problèmes techniques qui sont loin d'être résolus, mais qui restent secondaires : tant que les grandes firmes auront intérêt à construire des centrales nucléaires pour amortir les dépenses qu'elles ont faites dans ce secteur, il sera impossible de recourir à d'autres sources d'énergie, à moins qu'on leur ait retiré le pouvoir de décision.

Le seul enjeu véritable, c'est la maîtrise ou, du moins, le contrôle de l'ensemble de la politique énergétique et non le choix de telle ou telle source d'énergie réputée plus ou moins polluante.

Tant qu'il s'agit de la construction des centrales qui produisent de l'électricité, on est en présence de problèmes difficiles qui poseraient dans n'importe quel type de société, des

questions auxquelles il n'existe aucune réponse évidente : il s'agit de trouver des solutions techniques là où il n'y a aujourd'hui qu'inquiétudes et interrogations, d'exiger que les mesures de sécurité soient scrupuleusement respectées, et d'arbitrer entre divers avantages et inconvénients, de déterminer des priorités. En un mot : de faire des choix.

dissuasion ?

La poursuite des explosions nucléaires dans le Pacifique est d'une tout autre nature : il s'agit d'un effort absurde et obstiné pour mettre entre les mains des militaires français une arme comparable à celles que possèdent les grandes puissances. Et cela, alors que le capitalisme français n'a plus les moyens de cette politique et que, même si la campagne de tirs nucléaires réussissait pleinement, il resterait impossible de réaliser une véritable force de dissuasion.

C'est en cela qu'il peut être gênant de lier la revendication d'un moratoire dans la construction des centrales nucléaires à la protestation contre les explosions de Mururoa : rien ne peut justifier les tirs dans le Pacifique, même dans la logique de Pompidou et de Galley, ils sont inutiles, absurdes, et rien ne peut contrebalancer les inconvénients et les dangers, bien réels ceux-là, qu'ils présentent.

On risque d'affaiblir l'opposition radicale — totale — que ces essais doivent provoquer en la noyant dans le problème beaucoup plus complexe de la politique énergétique et de l'utilisation de l'énergie atomique pour la production d'électricité.

Bernard JAUMONT. ■

et doit être posé de la façon la plus large.

C'est le cas, par exemple, lorsqu'on dit que les centrales augmentent la dose des radiations auxquelles sont soumises les populations environnantes et que cela peut être dangereux pour leur santé. C'est le cas aussi lorsqu'on dit que, dans l'hypothèse d'attentat contre une centrale nucléaire, des dégâts considérables pourraient être causés à toute une région.

Lorsqu'une centrale nucléaire est

panacée universelle. Evidemment, il y avait une épine : ses mauvaises fréquentations militaires, mais ce n'était là qu'un détail. Personne bien entendu, ne se demandait à quoi cette énergie allait servir, ni à qui : la production capitaliste de marchandises n'était pas mise en cause.

L'alerte, comme souvent dans le domaine écologique, vint des Etats-Unis, mais se cantonna aux problèmes techniques : il s'avéra que les centrales nucléaires n'étaient pas aussi propres que ça : elles produisent des déchets, comme la plus vulgaire des industries du XIX^e siècle ! Et quels dé-

chets ! Des corps radioactifs artificiels (1), très lourds pour la plupart, dont certains demeurent dangereux des milliers d'années (voire des milliards, oui, vous avez bien lu, des milliards d'années, beaucoup plus longtemps que l'U.D.R. par conséquent). Que faire des déchets ?

Certains dingues (dangereux) ont parlé d'envoyer vers le soleil des fusées bourrées de déchets, d'autres ont pensé utiliser la dérive des continents pour noyer les déchets dans le magma... malheureusement les fusées peuvent se casser la figure et les continents ne dérivent que de quelques centimètres par an. En attendant une hypothétique solution, le cargo Topaz largue des fûts de déchets dans l'Atlantique (2) et la France stocke dans le Cotentin (La Hague)...

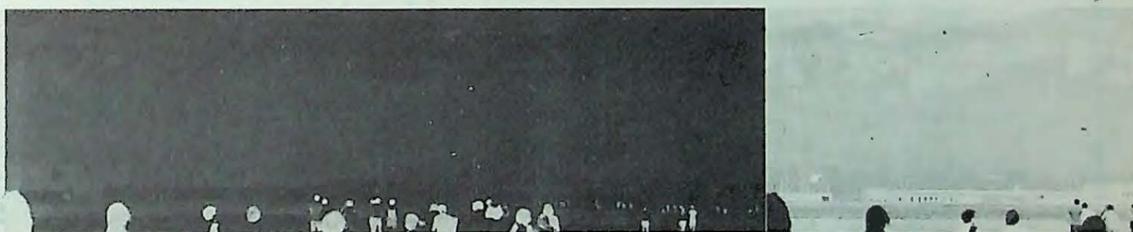
Autre pollution : le réchauffement des eaux utilisées pour le refroidissement des centrales. Celles-ci ne parviennent à transformer en travail que le quart de la chaleur qu'elles dégagent, le reste est emporté par le circuit secondaire : une centrale nucléaire d'importance moyenne élèvera la température d'un fleuve de 1 ou 2 degrés ; deux centrales sur un même cours d'eau suffisent à décourager les pêcheurs. On peut évidemment construire des tours de refroidissement avant de rejeter l'eau, mais elles risquent de couvrir la région de brouillards. La pollution thermique, si elle

est encore négligeable, si elle ne met pas directement en danger la santé de la population, va cependant devenir préoccupante, car, avec la prolifération des réacteurs, la chaleur ne pourra être évacuée.

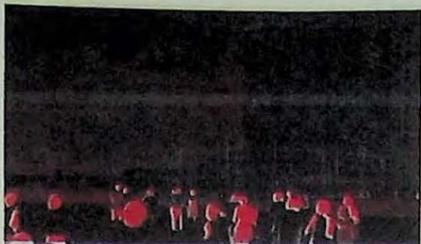
Ces deux points ne sont guère discutés. Ils nous apparaissent suffisants pour tempérer le rythme de construction des centrales nucléaires. Plus récemment deux nouveaux problèmes ont été soulevés. Ils sont contestés ; raison de plus pour en parler.

Des savants, biologistes et atomistes (parmi eux, des prix Nobel, pour

ceux qui réclament des titres) ont suggéré que l'industrie nucléaire pouvait provoquer un accroissement du nombre de cancers et leucémies par l'action des effluents radioactifs que les centrales rejettent dans l'environnement, en dépit de leur faible quantité. Plus grave : certains ont déjà établi des statistiques faisant état d'un tel accroissement au voisinage des centrales, sans établir cependant une corrélation directe. La très officielle académie des sciences des U.S.A. vient de publier un rapport confirmant l'hypothèse « optimiste » de deux savants américains : l'industrie nucléaire



Francis PERRIN, ex-Haut Délégué à l'Energie Atomique, s'est prononcé contre les essais nucléaires français.



sera responsable aux Etats-Unis d'une dizaine de milliers de cancers de plus par an. Les tenants du nucléaire ne sont guère convaincus ou parlent de risques nécessaires. Nous, on frémît... Pourvu que les savants américains aient tort!

Pourvu que Nader ait tort également. Il a soulevé un autre lièvre, l'éventualité d'un accident grave, en révélant que le circuit de refroidissement de secours de la majorité des réacteurs américains n'avaient jamais fonctionné de manière satisfaisante. Comme toute industrie, le nucléaire n'est pas absolument à l'abri de risques, qui vont de simples pannes de fonctionnement (elles sont encore nombreuses) aux accidents (ou destructions). Le tout est d'évaluer les conséquences éventuelles de tels incidents en fonction de la nature particulière des produits et des moyens mis en œuvre dans les centrales. Tout militant anti-nucléaire vous parlera du nuage radioactif de Windscale, en 1957. Cela dit, il ne semble pas que ces risques soient encore importants. Les bâtisseurs de centrales nucléaires sont sans doute soumis à des risques plus graves que les techniciens des centrales en fonctionnement! Mais la technologie des centrales devient de plus en plus complexe. Les « surrégénérateurs » que la France sans complexes construit déjà posent de difficiles problèmes de fiabilité.

le miroir aux alouettes

En revanche, les incidents peuvent se multiplier à l'aval ou en amont des centrales... au cours du transport du combustible ou des déchets, pendant la manutention des radio-isotopes, tout au long du processus industriel nucléaire dont les installations sont disséminées pour raisons de « défense nationale ». Les applications courantes des corps radioactifs sont de plus en plus

nombreuses : médecine, traceurs, stérilisation de produits alimentaires. On finit par trouver des petites capsules partout, dans les terrains vagues, dans les égouts, etc. Les laborantins commencent à s'inquiéter. Nous aussi. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on ne sait pas grand-chose des effets de tous les radio-isotopes produits dans les centrales.

Comme disent les Américains, « s'engager dans le nucléaire, c'est sauter du haut d'un précipice en espérant que le parachute sera inventé en cours de route ». Aux Etats-Unis la construction des centrales est interrompue, les autres fonctionnent à puissance réduite. En Europe, la Suède vient de voter un moratoire...

En France, au fur et à mesure que les informations étaient rassemblées, des comités se constituaient : l'Association pour la protection contre les rayonnements ionisants (A.P.R.I.), le Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (C.S.F.R.), le Comité Antinucléaire de Paris. Autour des centrales, la population s'organisait et, bientôt, des manifestations importantes montraient combien elle était sensibilisée.

Très vite la critique s'élargit. **Survivre et vivre** s'attachait à celle de la fascination scientifique et ridiculisa le manège des experts lors de l'affaire des fûts fissurés de Saclay. La recherche nucléaire — fameux « secteur de pointe » — apparaissait comme un miroir aux alouettes où venaient se fracasser bon nombre de techniciens peu désireux ou peu capables de mettre en cause leur compétence, leur spécialité. Le C.S.F.R. démontait l'inévitable mariage de l'industrie civile et de l'armée, voracement attachée au plutonium (3) fourni par les réacteurs. Du coup, vouloir séparer les activités nucléaires pacifiques des activités militaires paraissait vain. Ce sont les mêmes installations, les mêmes organismes, les mêmes personnes.

Parallèlement, la pesante hiérarchie des institutions nucléaires, C.E.A., E.D.F., la centralisation de l'industrie nucléaire, liée à sa complexité et à ses caractéristiques militaro-techno-

cratiques — outre son asservissement à quelques sociétés multinationales — laissaient clairement apparaître qu'une telle industrie allait profondément modeler les sociétés où elle s'imposerait. Les besoins en énergie de la population dépendraient donc de cette caste d'initiés tout-puissants. De même, les mesures de sécurité — factices ou réelles — supposent une multiplication des contrôles, de surveillances, bref des policiers encore plus nombreux. La commission américaine de l'énergie atomique reconnaît déjà une perte de 1 à 2 % des produits qu'elle manipule : 1 à 2 % de plutonium qui se balade aux U.S.A., c'est déjà pas mal!

imposer le débat

Ces perspectives lamentables sont d'autant moins « inévitables » qu'il existe d'autres moyens de se procurer de l'énergie et, qui plus est, des moyens non polluants et apparemment inépuisables : par ex., l'énergie géothermique profonde (la chaleur de la Terre), l'énergie solaire — qui n'est pas encore opérationnelle ; ce serait pourtant la source la plus satisfaisante, mais la recherche ne bénéficie pas ici des besoins militaires, : à nous de l'imposer cependant —, l'énergie éolienne, le fil de l'eau, etc., toutes formes de production d'énergie qui se prêtent à une décentralisation réelle et à des formes de gestion infiniment plus simples que celles de l'industrie nucléaire.

Elles impliquent cependant des choix différents : en clair, un fléchissement de la croissance de production d'énergie et sa déconcentration. La majeure partie de l'énergie est utilisée dans la production, c'est-à-dire pour fabriquer ces ustensiles qui se détériorent avant qu'on ait fini de les payer : bagnoles, bombardiers, etc. Bref, à sources d'énergie différentes, production différente. L'énergie solaire ne pourra vraisemblablement pas assouvir le gaspillage d'énergie imposé par l'économie capitaliste.

En somme, la lutte écologique rappelle que les techniques ne sont pas

neutres, qu'on ne peut concrètement isoler la division technique du travail de sa division sociale. L'industrie nucléaire, fût-elle pacifique, est une péripétie historique liée au capitalisme monopoliste et à ses besoins militaires. Elle nous paraît incompatible avec l'autogestion pour laquelle nous luttons.

Les associations écologiques savent qu'elles ne parviendront pas à populariser le moratoire sans l'aide des militants révolutionnaires. Il est au moins un domaine où l'aide de ceux-ci est indispensable : celui de l'information. Jamais l'Etat n'a demandé son avis à la population, jamais celle-ci n'a été informée des données du problème nucléaire : les propriétaires des terrains choisis sont tout simplement expropriés au terme de la même procédure que les agriculteurs du Larzac et les habitants d'une région voient tout à coup une centrale s'élever devant eux.

Nous voulons que les décisions d'ordre technique aussi dépendent du choix de la population et c'est pour lui permettre d'exercer ce choix que nous proposons ce moratoire. Il faut d'abord imposer le débat.

Brice, des Amis de la Terre ■

1) Cette dernière précision est importante : les corps radioactifs artificiels ont la fâcheuse propriété de se concentrer le long des chaînes alimentaires. Un peu d'iode radioactif dans l'eau, par ex., est récupéré et concentré par le poisson, puis, davantage encore, par l'oiseau qui s'en nourrit et ainsi de suite jusqu'à l'homme éventuellement, chez qui il se fixe dans la thyroïde.

2) Le prochain déversement aura lieu en juin, dans le golfe de Gascogne. L'an dernier une manifestation a réuni 3.000 personnes à Arcachon ; cette année les pêcheurs et les municipalités des villes côtières protestent également.

3) Le plutonium : une vraie saloperie. Dose mortelle : 0,7 millièmes de milligramme. Il reste actif 480.000 ans. Il s'en produit environ un kilo par an et réacteur. C'est le nouveau matériau des bombes A, plus maniable que l'uranium, en attendant qu'il cède la place à d'autres transuraniens. Mais, les choses n'étant pas simples, il peut aussi fournir l'énergie des stimulateurs cardiaques...



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2.500.000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veuillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

CAMBODGE :

le sens d'une mobilisation

Alors que les forces révolutionnaires cambodgiennes contrôlent plus de 90 % du territoire cambodgien, que les roquettes tombent sur le palais gouvernemental de Lon Nol, le Grunk dirigé par le prince Sihanouk n'est pas reconnu par les puissances occidentales, notamment la France, ni par l'Union soviétique.

Le pouvoir de Lon Nol est pratiquement réduit à néant. Pour empêcher cette réalité aveuglante de se manifester, les Etats-Unis bombardent le Cambodge avec une violence inégalée, même pendant les raids sur Hanoi...

Une riposte massive de l'opinion internationale est nécessaire. Elle doit être rapide et la plus importante possible. Le PSU, dans ce but, invite les militants à participer au meeting du 1^{er} juin à 20 h 30 à la Mutualité. Sont prévus : la projection d'un film sur le retour du prince Sihanouk dans les territoires libérés du Cambodge et l'intervention d'un représentant du Grunk.

Mais cela ne suffit pas. Aussi une intervention de masse est-elle organisée le 5 juin à 18 h 30 par le PSU et diverses organisations révolutionnaires. (Le parcours est en cours de négociation.)

■

RHODÉSIE :

trois morts qui crient vengeance

Trois paysans rhodésiens ont été pendus à Salisbury, le 21 mai. Ils avaient participé à l'attaque d'une ferme en décembre dernier, dans le nord-est du pays. Ian Smith n'avait pas perdu depuis 1966. C'est peut-être bien son régime de terreur qui ne tient plus qu'à une corde.

Smith espère ainsi mettre un frein, sinon porter un coup d'arrêt, à la guérilla qui s'est rallumée depuis quelques mois dans le pays. Il compte aussi faire plier la volonté des Africains au sujet des « accords » manigancés, il y a un an, entre lui-même et Douglas-Home pour légaliser la domination blanche. Mais il doit affronter à la fois la lutte pacifique de l'ANC (African National Council) et la lutte

armée menée par le ZAPU et le ZANU.

Pour Smith, il devient plus qu'urgent de faire sortir son régime du ghetto de l'illégalité qui, par ses répercussions internationales, étouffe l'économie du pays. Mais, par ses actes désordonnés et cruels — qui contraignent même ses alliés britanniques à se détourner de lui — il aggrave encore son isolement. De la même façon, il amène peu à peu chaque Africain à se faire guérillero. C'est déjà un résultat!

Ainsi, après avoir renforcé l'apartheid, après le blocus de la Zambie pour obliger le président Kaunda à mettre un terme aux infiltrations de combattants rhodésiens depuis son territoire, après avoir imposé des amendes collectives aux villages soupçonnés de collaborer avec les guérilleros, après avoir mis à feu et à sang les zones « infectées », après avoir emprisonné, torturé, Ian Smith se remet à pendre. Que peut bien cette violence meurtrière face à un des peuples les plus opprimés, et qui commence à crier vengeance? ■

la famine en Afrique

TRIBUNE LIBRE
DE
RENÉ DUMONT

Nous avons déjà présenté, dans notre dernier numéro, quelques données sur le problème de la famine en Afrique occidentale. En revenant sur cette question cette semaine, nous avons voulu faire plus qu'attirer l'attention sur un phénomène dramatique. En donnant la parole à René Dumont, nous avons voulu faire appel à la fois à un agronome éminent et à un militant socialiste dont le combat infatigable, jalonné de nombreux ouvrages, en faveur des peuples du Tiers-Monde, donne une résonance particulière à l'analyse qu'il fait de la situation politique et économique des pays d'Afrique et d'Asie. C'est aussi pour lui l'occasion de revenir sur les problèmes qu'il aborde dans son dernier ouvrage: « L'Utopie ou la mort ». Tel est en effet l'enjeu pour tous ceux qui croient qu'il n'est plus possible de tolérer une situation dont la « normale » est déjà intolérable.

T. S.

S OULIGNONS d'abord que la sécheresse de 1972 s'est étendue de Dakar en Chine et que, dans ce dernier pays, à la suite des énormes travaux d'irrigation, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, plus de deux tiers des labours sont irrigués. Aussi, la production agricole n'y a baissé que de 250 millions — en 1971 — à 240 millions — en 1972 — de tonnes d'aliments de base (céréales, légumes secs, matières sèches de tubercules).

En Inde, qui compte autour de 560 millions d'habitants (contre environ 750 millions en Chine) la récolte n'a pas tout à fait atteint la moitié du chiffre chinois, ce qui fait beaucoup moins par habitant et d'autant que c'est beaucoup moins bien réparti. Du fait de l'usure, du métayage et du chômage des sans-terre, 60 % des ruraux indiens vivent en-dessous de la « ligne d'extrême pauvreté ».

on ne s'intéresse qu'au spectaculaire

Le nombre de gens touchés aujourd'hui par la famine ou la disette en Inde et au Bangla-Desh dépasse de loin celui des Africains, mais le sort d'une partie de ceux-ci est dramatique.

D'abord parce qu'on a trop tardé à donner l'alarme. Dès la fin septembre 1972, on pouvait, au seul relevé des pluies, à la vue des récoltes, savoir que la faim et la soif menaçaient les hommes et le bétail.

Mais les gouvernements africains n'aiment pas avouer qu'il y eut le choléra, en 1971 : ou la famine en 1972. Car ils se sentent responsables. Certes le climat est essentiel, mais ses variations sont prévisibles et l'on aurait pu y parer.

S'il n'y a pas de plantations en zone sahéloenne — le climat y est trop sec pour cela — la grande culture d'exportation, l'arachide, y a été exagérément développée; surtout dans la moitié nord du Sénégal, comme je le signalais l'an dernier (1). Les sols n'y ont que 5 % d'argile et seul l'humus, la matière organique, en assure la cohésion. Celui-ci est fourni par la végétation spontanée des périodes de non-culture, des jachères. Traditionnellement, à deux ou trois ans de culture (sorgho ou millet, arachide) succédaient sur le même champ, quatre à six ou même huit ans de jachère.

Mais l'action médicale a déclenché une explosion démographique qui pousse la densité de population en pays sérére (2), jusqu'à 100 habitants au km², ou même plus. C'est bien trop, compte tenu du système de culture. Dans ce cas, on en arrive même à supprimer la jachère. Faute d'humus, le sol perd son liant, sa structure. L'érosion éolienne — le vent sec d'Harmattan — entraîne les éléments fins, limon et sable. Ne reste que le sable grossier, que les pluies traversent vite, car il ne retient pas l'eau. Le grain de mil germe à la première pluie, mais si la seconde pluie tarde un peu, la plantule se dessèche et crève. On refait les semis, plusieurs fois certaines années. Mais quand la sécheresse s'aggrave, il n'y a plus de récoltes.

Ce qu'il faut souligner avec force, c'est que nos méthodes d'information ne s'intéressent qu'aux catastrophes spectaculaires. Il y a des années que je dénonce (3) l'extrême gravité de la situation normale, ainsi que ses raisons profondes. « En année normale, — me dit un paysan voltaïque, au centre du pays non touché cette année — entre le karité (4) et le maïs (juillet-août) et entre le maïs et le mil (octobre) on ne mange pas à sa faim ».

Dans « Paysanneries aux abois », j'ai montré que le paysan arachidier du Sénégal doit désormais vendre 3 à 4 kg d'arachides pour acheter un kg de riz : les « soudures » alimentaires y sont donc plus difficiles. Car l'arachide était, en 1970, payée au paysan sénégalais au tiers de ce qu'on payait le colza du Marché Commun, alors qu'elle contient plus d'huile, d'une bien meilleure qualité, que le colza, et que le tourteau y est très supérieur. J'ai montré comment le budget sénégalais prélève, pour la caste privilégiée des politiques et des fonctionnaires, une double dime abusive, sur le dos des paysans. Et l'usinier en tire aussi grand profit.

« vive le néocolonialisme ! »

Cette famine, c'est aussi le résultat d'une politique néo-coloniale qui installe dans ces pays une économie dominée; une société de privilèges qui favorise une éducation élitiste dirigée pour les 5 % qui réussiront, mais contre les 95 % qui vont rester toute leur vie marqués par leur échec. C'est le fait d'une école qui apprend le mépris du travail manuel, où « Racine produit surtout des déracinés » et qui détourne de l'agriculture. Les coopératives et les offices d'Etat sont devenus les nouvelles structures d'exploitation des paysans sénégalais, et les analphabètes donc incapables de se contrôler.

L'aide française, nous dit le rapport Gorse (que le Gouvernement qui l'a commandé n'a pas le courage de publier) va en grande proportion aux départements et territoires d'outre-mer, où elle entretient une économie défaillante, au bord de la misère. En Afrique, elle s'adresse surtout à l'enseignement dont la nocivité générale est maintenant démontrée. Les prolétaires de ces pays, les paysans, sont écartés de toute participation au pouvoir, par les deux lobbies puissants : celui des

intérêts étrangers, économiques, politiques, culturels et stratégiques (rappelez-vous Georges Pompidou criant à Fort-Lamy — et c'était vraiment le moment — « Vive le néocolonialisme »). Puis celui de la minorité privilégiée urbaine, commerce et industries, professions libérales et surtout fonction publique, qui prélève une part excessive d'un revenu national très modeste; ce qui ne laisse plus assez de ressources pour les investissements productifs, industrie et agriculture.

A cette minorité, nous avons inculqué notre modèle de consommation dont l'absurdité commence seulement à éclater : celui qui est caractérisé par la publicité abusive, les gadgets et emballages stupides, l'automobile particulière.

Dans « L'Utopie et la Mort » que je viens de publier (et qui fait déjà quelques étincelles, surtout depuis « Actuel 2 » à la télé), j'ai montré que, avant de critiquer les minorités privilégiées des pays pauvres, il faut nous critiquer nous, les pays développés, ceux du capitalisme central (5) : l'automobile particulière de loisir est un modèle de consommation qui n'est pas généralisable à l'échelle mondiale. Chaque fois qu'il y a mille habitants de plus en Californie, 96 hectares — soit tout près d'un kilomètre carré — sont perdus pour l'agriculture. Mais nombre de districts, dans les deltas asiatiques, ont déjà plus de mille habitants au km² ! Notre modèle de consommation, s'il atteignait un jour ces régions n'y laisserait plus de champs ! Une civilisation non généralisable à l'échelle mondiale est moralement inacceptable.

Partant des travaux du Club de Rome et de la lettre Mansholt, si l'on n'arrête pas la croissance exceptionnelle de la population et de la production industrielle, le monde court à la catastrophe au cours du siècle prochain. Par pollution insoutenable de l'air et des eaux, épuisement des sources d'énergie et réserves minérales, dégradation des sols... Même si leurs chiffres sont discutables, cela ne ferait que retarder l'échéance.

Mais le monde n'est pas un, et les sous-développés n'ont pas leur légitime part des réserves du globe que l'on sait désormais être rares : il les faut donc rationner.

paris stupides

Les U.S.A. s'attribuent la part du lion, par tous les moyens, y compris la plus formidable émission de fausse monnaie que le monde ait jamais connue. Avec moins de 6 % de la population mondiale, ils s'attribuent ainsi de 24 à 45 % des principales matières premières. Chaque Yankee gaspille et pollue 25 fois plus que l'Indien.

Si donc, il faut freiner vite le lapinisme effréné du sous-continent indien, il faut bloquer tout aussi vite la croissance démographique, même si elle est plus lente, des pays riches, Amérique du Nord et Europe Occidentale. Dans le contexte de notre « Monde fini », nos allocations familiales prennent un caractère criminel.

On joue l'avenir, la survie de l'humanité sur toute une série de paris qui m'apparaissent de plus en plus stupides. Nous prenons notre climat comme une donnée de fait, oubliant qu'il y a quelques milliers d'années seulement, les glaciers atteignaient Lyon et qu'ils y peuvent revenir, sinon gagner Montélimar...

Nous avons déjà détruit une grande partie du patrimoine commun de l'humanité : défrichement des forêts pour alimenter la publicité des journaux, qui nous incitent à des dépenses idiotes, sinon nuisibles (arrêt de la transpiration, fonction fort utile). Chaque numéro du dimanche du New-York Times utilise autant de papier, pour la seule publicité (90 % de la surface) que tous les livres et cahiers scolaires utilisés pendant une année au Cameroun à tous les niveaux d'enseignement.

Engels montrait déjà, au siècle dernier, que la classe ouvrière anglaise profitait de l'impérialisme britannique. Les ouvriers du bâtiment de New-York sont venus battre les étudiants de l'Université Columbia, quand ils manifestaient contre la guerre du Vietnam. Très logiquement, dans cette foulée, beaucoup d'entre eux ont voté Nixon. Tant qu'une partie de la classe ouvrière des pays riches profitera abusivement du pillage du Tiers-Monde, il sera bien vain de parler de solidarité internationale.

Un double combat s'impose désormais. D'abord pour une réelle solidarité étendue à toute la planète, en vue de réduire vite les inégalités qui, à cette échelle ne cessent de s'accroître : de 1 à 100, entre



René DUMONT à la Fête de Colombes

les 50 dollars par tête et par an de la Haute-Volta et les 5.000 dollars des U.S.A. sans parler des inégalités à l'intérieur de chaque pays !

Ensuite, organiser l'économie mondiale, à la fois par décentralisation et autogestion des entreprises, mais aussi par allocation centralisée des ressources rares.

Il y a entre ces deux termes une contradiction qui ne sera pas aisée à surmonter, mais nous laisserons des difficultés à nos descendants : heureusement pour eux ! On s'acheminerait alors vers la construction de différents modèles de socialisme toujours imparfaits. Différents, parce que la base de départ (niveau économique, héritage historique, attitudes mentales...) sera bien distincte, très divergente. Imparfait, parce qu'il en sera toujours ainsi, dans la nuit des temps, de toute construction politique. Il faudra donc avoir la possibilité de les contester, de les critiquer au lieu de s'en remettre à une propagande totalitaire, forcément abusive, qui se proclame parfaite.

La planification doit commettre des erreurs. L'information libre seule permettra de les corriger vite. La lenteur de correction des erreurs des régimes qui, actuellement se prétendent socialistes, est la cause essentielle de leurs difficultés actuelles, illustrées notamment par les importations excessives de céréales en Union Soviétique, lesquelles compromettent largement le ravitaillement du « Tiers Monde ».

René DUMONT ■

(1) « Paysanneries aux abois, Ceylan, Tunisie, Sénégal ». — Le Seuil — 1972.

(2) Les Séréres sont une ethnologie vivant à l'Est de Dakar.

(3) « L'Afrique Noire est mal partie » — Le Seuil — 1962. — « Nous allons à la famine ». — Le Seuil — 1966.

(4) Arbre à fruits oléagineux.

(5) Voir la revue « Tiers Monde » — P.U.F. — numéro spécial consacré au Capitalisme périphérique.



Imposer une redistribution des richesses

La Lybie en "révolution"

A l'occasion de la conférence extraordinaire des mouvements politiques des jeunes d'Europe et des pays arabes qui s'est tenue à Tripoli du 15 au 19 mai, quelque 4 000 congressistes et 200 journalistes ont découvert le visage de la Lybie du Colonel Khadafi.

Qu'en est-il du régime de ce chef d'Etat de 32 ans qui engage le pays dans une « révolution culturelle » pour le moins déconcertante ? Qu'en fera le peuple lybien ensermé dans les limites d'un « socialisme islamique » ?

Plutôt que de se prononcer, Nidal Falastine préfère livrer des éléments d'interrogation.

EN arrivant en Lybie la plupart d'entre nous trimbalaient dans leurs valises bon nombre de préjugés, clichés et autres jugements hâtifs. En gros cette caricature grossière : la Lybie ? un désert, des puits de pétrole, une immense richesse inversement proportionnelle au sous-développement du pays, deux millions d'habitants dont on ignore tout ou presque, et enfin une voix qui crie dans ce désert. Une voix discordante pour la droite comme pour la gauche.

Les déclarations du « bouillant » colonel Khadafi, du dernier croisé de l'Islam, de ce musulman « passionné » et « puéril » irritent, amusent ou, au mieux, intriguent, mais quant à comprendre...

Une semaine en Lybie ne suffit certainement pas pour faire une analyse politique sérieuse des réalisations et des projets du régime. Beaucoup de points d'interrogation subsistent et ceux qui affectionnent les catégories et les classifications précises risquent d'être déçus.

Non, il ne sera pas apporté ici de réponse aux questions du type : « Alors quoi Khadafi c'est un « réac » ou un « révolutionnaire ? Un fasciste ou un démocrate ? »

la "voie du ciel"

Décidément la Lybie du « Akid » (colonel en arabe) n'est pas le Brésil, la Grèce ou encore Haïti. Elle n'est pas non plus Cuba, la Chine et encore moins le Sud-Yémen. Peut-être se rapproche-t-elle par certains aspects de deux régimes aussi différents que le sont l'Egypte nassérienne et l'Arabie de Fayçal. Mais là encore les différences et les divergences contrebalancent largement les ressemblances. Alors pourquoi ne pas renoncer à ce petit jeu stérile et tenter de raconter tout simplement la Lybie ?

En Lybie, l'alcool est interdit. On brûle des bouquins subversifs. Au nom du Coran... Voilà à peu près tout ce que l'on a retenu à l'étranger de cette curieuse « révolution culturelle » déclenchée en avril dernier. Isolées de leur contexte, ces pratiques semblent pour le moins insolites, le contact avec Khadafi et son équipe, une visite à l'université de Tripoli et, tout au long du séjour, des discussions avec des étudiants, des commerçants, des gens de la rue, ont permis d'affiner cette image caricaturale.

Partout dans les places publiques et les points stratégiques de la ville, des panneaux d'affichage énoncent les cinq principes de la révolution populaire :

— la suppression des lois en vigueur (« jusqu'à ce que le peuple redéfinisse lui-même de nouvelles lois en accord avec les principes de la révolution ») ;

— l'épuration de tous les déviationnistes, corrompus et ennemis du peuple ;

— la liberté pour le peuple ;

— et enfin, la révolution culturelle (« pour assainir le pays et le débarrasser de toutes ses maladies importées par des agents destructeurs »).

La révolution populaire d'avril n'est pas en rupture avec les principes énoncés par Khadafi et son équipe dès leur accession au pouvoir le 1^{er} septembre 69. Elle demeure axée sur trois idées-forces : la liberté, le socialisme et l'unité arabe. Cependant l'un de ses objectifs déclarés est d'accroître la prise de conscience des masses, de les faire participer plus directement aux tâches entreprises par le régime depuis plus de trois ans.

Par ailleurs, les principes de la « révolution culturelle » lybienne ne sont pas séparables de cette « troisième théorie internationale » définie par Khadafi comme la « voie que doivent adopter tous ceux qui rejettent le communisme et le capitalisme ». Théorie fondée sur la vérité, la religion et le nationalisme.

« Nous avons, comme point de départ, déclare le colonel, la vérité (...). C'est la voie du ciel qui dicte notre comportement, c'est la seule en laquelle nous ayons foi ».

Quant à la religion et le nationalisme, « Ce sont les seuls stimulants qui aient fait bouger l'humanité ».

S'écarter de la vérité, c'est-à-dire de Dieu (cela est aussi vrai pour les Chrétiens et les Juifs), prétendre construire une société athée, s'attacher à dépasser le nationalisme par la lutte des classes, apparaissent au colonel comme des erreurs dans lesquelles s'est fourvoyé le monde occidental, erreurs que les Arabes doivent se garder de reproduire s'ils ne veulent pas être « perdus » à leur tour comme l'est par exemple ce « pauvre Sartre »...

On comprend dès lors les objectifs et les limites de la révolution lybienne. Sans doute vaudrait-il mieux employer le terme de « retour aux sources » ou de recherche d'une authenticité, d'une identité qui avaient été bafouées par le colonialisme et continuent de l'être par l'impérialisme.

Khadafi lui-même, en faisant le parallèle avec la révolution culturelle chinoise a déclaré : « Contrairement à Mao, nous ne voulons pas imposer un ordre nouveau, mais nous voulons supprimer les couches qui se sont superposées à notre passé véritable,

à notre identité véritable »...

« Assainir le pays de ses maladies » revient ainsi à le débarrasser des idéologies importées, perçues comme un instrument de domination et d'exploitation du monde arabe. Ces idéologies viseraient à le diviser pour l'empêcher de se développer et de réaliser son unité.

A l'université, des représentants des comités populaires ont tenu à préciser : « Nous ne brûlons pas les bouquins. Des commissions de professeurs et d'étudiants font le tri dans les bibliothèques et les livres jugés malsains sont retirés provisoirement de la circulation. Seule la branche des sciences humaines est touchée. Tous les livres purement scientifiques sont conservés. L'Islam n'est pas contre le progrès. Pour vous en convaincre vous n'avez qu'à voir les réalisations du régime dans les domaines social, économique et technologique. »

les "ennemis du peuple"

Cette opération de « tri » touche aussi les « ennemis de la révolution » que les comités populaires ont le pouvoir de détecter et de livrer aux autorités. Combien de personnes ont été ainsi emprisonnées ? De source officielle on ne donne pas de chiffres. Certaines rumeurs font état d'un millier d'étudiants et intellectuels. Ce sont principalement :

— des Frères musulmans : « Vous voyez, il ne suffit pas d'être croyant pour être révolutionnaire, les Frères musulmans sont des réactionnaires alliés du capitalisme et de l'impérialisme, hostiles au socialisme »,

— les communistes et autres marxistes (« parce qu'ils méprisent les valeurs morales »),

— et surtout les adversaires de l'unité avec l'Egypte. Car Khadafi veut réaliser envers et contre tous cette unité en vertu d'un double impératif : économique (la Lybie manque cruellement de cadres et de main-d'œuvre) et politique (réaliser l'unité avec un pays arabe, première étape qui encouragerait d'autres pays arabes à s'unir pour lutter contre l'impérialisme et le sionisme).

Mais le régime lybien ne se contente pas de faire table rase. Parallèlement à cette opération « d'assainissement », il mobilise toutes les énergies matérielles et humaines pour sortir le pays de son sous-développement.

Deux principes régissent l'action du « Akid » : le socialisme et l'indépendance économique.

Là encore le terme de socialisme, comme celui de révolution, prend un relief particulier dans le contexte lybien. Il s'agit d'un « socialisme islamique » qui, tout en réduisant les inégalités sociales, ne porte pas atteinte à la propriété privée ou à la richesse des individus à condition que ces derniers n'en abusent pas contre l'intérêt du peuple...

Khadafi et son équipe ont ainsi mis sur pied une infrastructure sociale presque totalement inexistante à l'époque du roi Idriss. L'éducation et même l'université, l'ensemble des soins médicaux sont entièrement gratuits. Des habitations populaires sont construites et des emplois créés pour opérer une redistribution du revenu national. Les

droits des différentes catégories de travailleurs sont défendus par les syndicats. Certes, cette dernière disposition est quelque peu théorique dans la mesure où à l'instar de l'Egypte, il n'existe qu'un parti unique, l'Union socialiste arabe, et que les syndicats sont l'émanation directe du parti.

Toutefois l'accroissement du niveau de vie et du bien-être des masses est incontestable. Les efforts déployés pour sortir les Lybiens de l'ignorance et les faire participer à la vie politique sont indéniables.

Pour illustrer les limites dans lesquelles s'inscrit le socialisme à la lybienne, l'exemple de la « réforme » agraire est significatif. Seules les propriétés détenues par les étrangers — des Italiens pour la plupart — ont été nationalisées et redistribuées aux paysans qui les travaillaient. La propriété privée lybienne n'a pas été touchée.

Interrogé à ce sujet, le ministre de l'Agriculture a répondu : « D'abord il faut savoir que nous n'avons pas hérité d'une structure féodale comparable à celle de l'Egypte de Farouk par exemple. Il existe certes de grands domaines privés mais ils sont peu nombreux et notre principe est celui-ci : nous avons une planification autoritaire pour le développement de l'agriculture en fonction des besoins de l'ensemble de la population. Le propriétaire terrien est tenu de se conformer strictement aux objectifs du plan. S'il refuse de le faire ou s'il néglige ses terres, alors seulement nous confisquons ses biens parce qu'il en fait une égoïste et mauvaise utilisation. »

Tous les projets de fertilisation de nouvelles terres appartiennent au secteur public, de loin le plus important, selon le ministre de l'Agriculture.

"créer" des paysans...

L'Etat procède aux investissements pour bonifier ces terres ; il construit des fermes avec la participation de paysans qui en deviennent propriétaires. Enfin les paysans bénéficient de tout un arsenal d'aides : machines agricoles, engrais chimiques, insecticides, forages de puits, etc., sans oublier la formation professionnelle. L'Etat « crée » de nouveaux paysans en encourageant, par une série de stimulants, des petits fonctionnaires à quitter l'administration publique exagérément encombrée.

L'accent mis sur le développement agricole principalement, et en second lieu sur l'industrialisation, répond au dernier objectif de la révolution : l'indépendance économique sans laquelle l'indépendance politique prônée par la « troisième théorie internationale » serait lettre morte.

Pour réaliser cette aspiration, les dirigeants lybiens sont conscients du fait qu'il ne suffit pas de dégager le pétrole — principale production nationale — de l'emprise des compagnies étrangères. Leur volonté est également de diversifier l'économie lybienne.

Une promenade dans les halles de Tripoli permet de constater à quel point la Lybie est tributaire de l'étranger, même pour les produits les plus élémentaires : les œufs sont importés du Danemark !...



Pour changer cet état de chose le régime a entamé une vaste et audacieuse entreprise de fertilisation du désert dans les quatre zones de Koufra, Djebel el Akhdar, Djefara et Le Fezzan. 10.000 hectares ont déjà été ainsi fertilisés à Koufra seul où 50.000 hectares vont être exploités ultérieurement. Quant aux trois autres zones, elles totalisent 552.000 hectares où, hier encore, pas une herbe, même mauvaise, ne poussait. Les sommes investies sont considérables, les techniques employées, à la pointe du progrès.

... et fleurir le désert

Les Lybiens sont fiers de faire remarquer que les sionistes ne sont pas les seuls à pouvoir faire fleurir le désert. « A la différence près, que la Palestine était loin d'être aussi désertique qu'ils le prétendent et que, nous, nous comptons sur nos propres forces et nos propres capitaux ». Certes il a été fait appel à des techniciens étrangers mais les dirigeants lybiens ont bien pris soin de diversifier leur recrutement, toujours en vertu de l'esprit d'indépendance.

Un effort similaire a été entrepris dans l'industrie où tout était égale-

ment à créer. Outre l'industrie alimentaire et de biens de consommation, diverses industries à base de gaz naturel sont inscrites dans les plans ainsi que la construction de raffineries dont l'une est en voie d'achèvement à Zwara. Enfin la découverte de gisements de fer au Fezzan et la prospection d'uranium ouvrent de nouvelles perspectives.

Peut-on en conclure que la Lybie est bien partie ?

Sur le plan strict des efforts fournis pour sortir du sous-développement, le bilan — en dépit de certaines erreurs d'orientation commises et normales pour un pays neuf — est positif.

Pour le reste, il est difficile de se prononcer. Si la voie lybienne a sans nul doute le mérite de restituer aux Lybiens leur identité, de les motiver pour lutter contre l'impérialisme et le sionisme, et enfin de les pousser à œuvrer pour l'unité arabe, on est en droit de se demander si l'Islam est véritablement le levier adéquat.

Peut-être la Lybie, héritière d'une lourde tradition religieuse et puritaine n'est-elle pas mûre pour se mobiliser différemment.

Par contre il est très regrettable que l'intégrisme religieux de Khadafi freine les progrès réalisés dans d'autres pays arabes dans la voie de la laïcisation et du socialisme

Nidal FALASTINE ■

● ALGÉRIE :

l'ambassade expulse deux coopérants

Au lycée français d'Alger, le lycée Descartes, les élèves ont, comme partout en France, participé au mouvement contre la loi Debré. A ces revendications globales s'ajoutaient leurs préoccupations particulières, notamment pour imposer la reconnaissance de leur droit à l'expression dans le lycée.

DEPUIS décembre 1972, les élèves réclamaient l'ouverture d'un foyer socio-éducatif véritable et la possibilité d'afficher et de diffuser un journal. Cette autorisation leur ayant été refusée, ils publient le journal clandestinement et, le 21 mars, un élève de terminale est renvoyé sur simple décision du proviseur sans réunion de conseil de discipline.

Le 22 mars, journée nationale contre la loi Debré, c'est l'explosion : 250 élèves participent à un sit-in dans le patio du lycée. Dans l'après-midi, l'élève exclu est réintégré, mais dans la nuit du 22 au 23, trente-huit élèves sont « provisoirement écartés » du lycée « pour ramener le calme ». Parmi ces trente-huit élèves, la propre fille et sept des élèves d'un professeur du lycée, Jean Olivieri.

Le 26 mars, c'est en tant que parents d'élèves que Jean Olivieri et Pierre Augier — un autre fonctionnaire français en Algérie — se présentent avec les parents des autres élèves exclus pour demander des explications au proviseur. Le proviseur refuse de recevoir les parents, en groupe ou en délégation. Les parents refusent de quitter le lycée tant qu'ils n'ont pas obtenu d'explications sur la sanction qui frappe leurs enfants.

Le proviseur se déclare alors « séquestré ». Quelques jours plus tard, ces deux fonctionnaires se voient avertis par l'Ambassade de France à Alger qu'il est mis fin à leur détache-

ment et à leur traitement à compter du 1^{er} mai.

Ces mesures qui visent deux fonctionnaires pour des actes commis sans aucun rapport avec leurs fonctions, dans le cadre de leur vie privée et non professionnelle, sur la foi de rapports dont ils n'ont pas eu communication, dans l'arbitraire et l'illégalité les plus complets puisqu'ils n'ont pu ni se défendre, ni exercer le moindre recours, prennent aussi l'allure d'un règlement de compte. L'actuel directeur de l'Office Culturel Français en Algérie, conseiller culturel adjoint à l'Ambassade, M. Jacques Trihoreau, ne pardonnerait pas à Olivieri ses prises de position passées en faveur de l'indépendance algérienne alors que lui-même, en 1958, ne cachait pas ses sympathies pour l'Algérie française.

Aujourd'hui encore, M. Trihoreau refuse les recherches pédagogiques nouvelles introduites par Olivieri dans un organisme bientôt dissout par l'Ambassade. Dans un communiqué, des enseignants, coopérants et fonctionnaires français en Algérie, demandent si, pour « faire une politique nouvelle de coopération et d'amitié entre les peuples français et algérien, on ne pourrait trouver mieux que de tels nostalgiques du passé » et estiment qu'à travers cette affaire purement arbitraire d'expulsion, se trouve mise en cause « toute la politique de coopération ». En tout cas, le pouvoir montre qu'il n'hésite pas à jouer les « durs » par-delà les frontières.

Correspondant. ■

● un « non » franc et malgache

« Madagascar a décidé de ne plus dépendre de la zone franc... ». Cette petite phrase de Didier Ratsiraka, le ministre malgache des Affaires Etrangères, a fait l'effet, l'autre semaine, d'un coup de tonnerre dans les salons parisiens de la diplomatie française.

CERTES, les négociations entreprises en janvier entre la grande île et le Gouvernement français en vue de la révision des « accords de coopération » traînaient passablement en longueur. Ponctué d'affrontements et de temps morts, le plus souvent entourées d'un épais silence, ces discussions se poursuivaient sans qu'on sache trop, ces jours derniers, au profit de quelle partie tournait l'avantage.

La pierre d'achoppement semble avoir été la question du transfert des revenus et des bénéfices de la population et des sociétés françaises installées à Madagascar (50.000 personnes). Le Gouvernement français avait pourtant proposé en mars dernier un assouplissement exceptionnel des règles très rigides de la zone franc. Il octroyait une souveraineté monétaire totale sur le plan interne, donnant au Gouvernement malgache les moyens d'intervenir plus directement dans la gestion de l'économie nationale. En revanche, il acceptait de garantir sous certaines conditions et de façon limitée la monnaie malgache vis-à-vis de l'extérieur. Ces garanties dépendaient de la protection concédée aux intérêts de l'ex-métropole et particulièrement

des facilités accordées aux transferts français, aujourd'hui déjà sévèrement réduits et contrôlés.

Cette contrepartie, équivalant à perpétuer un droit de regard sur la politique économique du pays, a paru au bout du compte inacceptable. « Ce n'est pas la rupture », précise Jean-François Deniau. Simplement « la discussion reprend à un niveau différent ».

Sortant de la zone franc, on pourrait penser que le Gouvernement du général Ramanantsoa accède à l'une des revendications majeures de la gauche malgache. Pourtant, il la vide de son sens réel en incarcérant le 13 mai, anniversaire des journées révolutionnaires de 1972, ceux qui en furent les principaux acteurs : plus d'une centaine (1) de militants et cadres du parti M.F.M. (« Le pouvoir aux petits », créé en décembre 1972) et des groupes alliés. Si, pour la plupart, ils ont été relâchés, leur leader Rakotorina Manandafy a été déféré mercredi 23 au parquet de Tananarive et écroué.

Et puis, la question mérite d'être posée : retrait de la zone franc au profit de qui ? Pour que cette autonomie monétaire se traduise par un dé-

but d'indépendance économique réelle, il faudrait une remise en cause radicale du modèle de développement adopté jusqu'ici, un contrôle rigoureux du commerce extérieur. Cela suppose une réduction sensible des importations et donc un bouleversement des habitudes de consommation des classes dominantes, un alignement au plus près sur les possibilités productives du pays — bref, une recontraction révolutionnaire du potentiel économique sur les besoins du plus grand nombre.

Le Gouvernement militaire n'en prend pas le chemin. Il marque nettement sa volonté de s'appuyer de plus en plus sur la bourgeoisie nationale « moderniste » (2) (monde des entrepreneurs, des gros commerçants, des professions libérales, surtout originaires des terres centrales) et ne peut aller jusqu'à remettre en cause les privilèges de cette dernière. L'« Association des hommes d'affaires malgaches » (FIV. MPA. MA.) a d'ailleurs applaudi des deux mains à la décision de retrait et s'affirme « persuadée qu'en cette ère d'indépendance totale (...) des mesures officielles adéquates seront à même de créer un système économique qui réponde aux vœux et aux intérêts des Malgaches ».

Ainsi, s'arrêtant bientôt sur la voie ouverte par le départ de la zone franc, le Gouvernement Ramanantsoa se prive du seul moyen d'échapper à l'emprise étrangère tout en réduisant les inégalités sociales et donnant du travail aux jeunes, en intégrant à la nation une paysannerie qui — bien que constituant 85 % de la population — reste la grande exclue.

On ne connaît pas encore le contenu des accords paraphés le 14 mai sur le problème de l'évacuation des 4.500 militaires français des bases de Ivato et de Diégo-Suarez, comme sur les chapitres de l'assistance technique et de la coopération culturelle, mais de part et d'autre, on a souligné qu'« ils ne seront pas remis en cause ». Il est possible qu'en raison de la fermeté dont

il a fait preuve en matière monétaire, le pouvoir espère lâcher du lest en ces domaines sans perdre la face.

Du côté français, on aura cette fois compris la leçon. Comme l'a précisé Comiti, au sortir d'un Conseil des Ministres, il n'y a pas lieu de « dramatiser » et l'annonce d'un voyage prochain de Ratsiraka à Paris est accueillie « avec ferveur ». C'est que la France, qui contrôle (contrôlait ?) 80 % de l'économie malgache a bien du monde et des intérêts sur place dont elle doit tenir compte.

De même, le Gouvernement de Paris est aujourd'hui prêt à céder beaucoup pour préserver sa présence stratégique dans cette partie de l'Océan Indien. Enfin, il n'oublie pas que toute l'Afrique suit avec une singulière attention cette « gueguerre » à l'usure engagée il y a quatre mois autour du tapis vert entre la France et Madagascar. Ces négociations ont en effet une valeur exemplaire et serviront de référence à toutes celles qui succéderont bientôt avec les « partenaires » africains.

Pompidou en a conscience — ce qui explique autant la raideur adoptée par la diplomatie française à l'égard de la Mauritanie et, jusqu'ici, de Madagascar, que les contorsions auxquelles elle va maintenant se livrer... afin de sauver les meubles. Il s'agissait encore hier de paraître intraitable ; il va s'agir aujourd'hui d'éviter au meilleur prix l'éclatement de la zone franc et la désagrégation d'un ensemble néo-colonial qui se lèzarde de toutes parts.

René LANARCHE ■

(1) Et non cinquante comme nous l'avions annoncé la semaine dernière.
(2) Comme le précise le communiqué du 24 mai du GIMOI (Groupe Information Madagascar Océan Indien), 5, bd de la République, 92 - Fontenay-aux-Roses.

L'Assemblée s'endruonne...

Velours rouges, dorures, lustres sous la coupole peinte d'allégories, de grands anges aux ailes repliées : nous sommes au - théâtre - bourgeois - cet - après - midi... à l'Assemblée Nationale, le 23 mai.

Le public est fort nombreux, au passage on reconnaît quelques porteurs de sébiles : Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers de Nanterre, Gabriel Garran, qui anime le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, Max-Pol Fouchet (est-il, lui, un porteur de cocktail Molotov ?) et bien d'autres artistes et intellectuels.

La séance commence. Roland Leroy pour le PC, Georges Fillioud pour le PS, dénoncent avec véhémence l'agression contre la liberté. Le groupe UDR, peu respectueux du règlement, injurie et interromp les orateurs (« Vous parlez comme Brejnev », « A Moscou », passons...). Edgar, du haut de son fauteuil Em-

pire, est obligé de faire la morale à ces galopins bedonnants !

Des Indépendants (De Brogle), des Centristes (Durafor, Claudius-Petit) défendent également la liberté d'expression, mais en y mettant les formes, avec tout le respect dû à un ministre UDR. Duhamel reste muet...

Et Druon demande la parole. Gominé, suffisant, il monte à la tribune. Le ton est donné : « Vous permettez à l'écrivain d'histoire d'avouer quelque émotion en prenant la parole dans ce palais... » (points de suspension et parenthèses, il adore ça !). Suivent de grands mots sur la culture, « complémentaire de la liberté », des couplets sur la Résistance où « les bâillons n'étaient pas des bâillons de théâtre » — il exploitera plusieurs fois cette référence (Chant des Partisans, etc.) —, sur les donneurs de leçons : « Il n'en a à recevoir de personne ». Paf ! Pour le cinéma, il affirme qu'il n'y a pas de censure politique en France. Qu'en pensent, entre autres, René Vautier, Max-Pol Fouchet — à qui la télévision a refusé la diffusion de son film sur Cuba alors qu'elle vient de passer un film injurieux pour Cuba, Castro et Che.

Puis, Druon se fait l'hypocrite défenseur de la vertu : « Est-il bon et salubre de montrer à la jeunesse les exhibitions et toutes les perversions et bestialisations de la personne humaine ? De tels spectacles sont peut-être nécessaires au dévouement de certains créateurs et pour la catharsis de certains spectateurs. »

Du passage qui a soulevé l'opinion, il dit seulement : « C'est 30 lignes sur 600 (...) ; c'était « une déclaration de bon sens qui répond à mes sentiments de toujours » et « quand le bon sens provoque le scandale, c'est qu'il y a des têtes malades ». (Le ministre de la Santé va être débordé ! Que d'hôpitaux psychiatriques à construire ! Les 10.000 manifestants du 13 mai sont déjà sur les listes, sans compter ceux de province... et nous n'avons pas de Sibérie !)

Bien sûr, il se défend d'être contre la répression et approuve sans réserve la Charte de l'ONU qu'il cite en s'attardant avec complaisance sur le dernier paragraphe où il est dit que la liberté d'expression ne peut être entravée que si elle choque les mœurs, la morale, menace les institutions et l'ordre établi. En somme rien n'est changé depuis Beaumarchais (1).

Enfin, pour tenter de faire oublier ces « 30 lignes » malheureuses, il annonce la mis-

sion de son ministère avec emphase et belles phrases creuses (« Il n'est pas de patrimoine sans enseignement et pas d'enseignement sans patrimoine ») : soutenir sans restriction la Comédie Française, l'Opéra, développer Beaubourg « cadeau du XX^e siècle au XXI^e siècle », sauvetage des théâtres historiques, « sauver un quartier (...) c'est sauver l'âme d'une ville » (les créateurs ont dû apprécier), faire revivre le Palais Royal, faire « briller Paris ».

la sébile et l'injure

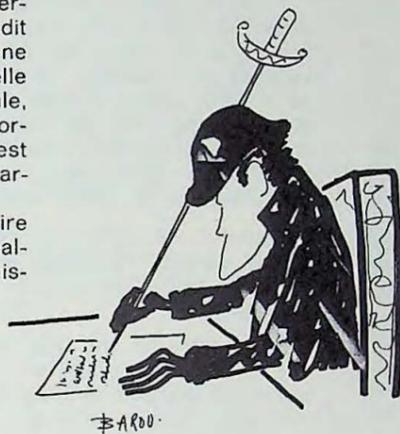
Pour la province, le ministre a ce mot « Aide-toi, le ministère t'aidera ». Autre projet, préserver le paysage urbain et les alentours de la capitale contre les spéculateurs. Des exclamations fusent : « C'est trop tard ! », « Statut des créateurs », « Loi sur l'archi-

tecture », « Condition des écrivains », etc. Applaudissements frénétiques de l'UDR. La gauche et le centre restent sur leurs positions. Un coup pour rien.

Un jeune député socialiste, Jean-Pierre Cot, a été le « cocktail rafraîchissant » de la séance ; avec humour et sérieux, il a tenu tête au ministre : « Vous êtes l'image d'un académicien musclé — vous vous tournez vers le passé alors que votre président dit vouloir se tourner vers l'avenir. Vous voulez choisir un certain art officiel... votre ministère est le plus profondément réactionnaire. Ce mot de « sébile », vous le maintenez, alors qu'il a été ressenti comme une injure par le monde artistique. Le cocktail Molotov est-ce un mot gratuit ou une politique d'attribution des subventions ? (...) Vous êtes, dites-vous, pour la liberté d'expression, mais vous n'alderez que ceux qui pensent comme vous. »

L'académicien Druon a donc fait un discours académique qui n'a pu qu'impressionner les députés UDR tout en reconfortant les CDR. Quant à la liberté d'expression, points de suspension !

Françoise CLAIRE ■



(1) ... il s'est établi dans Madrid un système de liberté... pourvu que je ne parle en mes écrits ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, ni des corps en crédit, ni de l'Opéra, ni des autres spectacles, ni des personnes qui tiennent à quelque chose, je puis tout imprimer librement, sous l'inspection de deux ou trois censeurs. (Le Mariage de Figaro).

notes de lecture

L'expérience communautaire

COMMENT l'expérience communautaire peut-elle servir à préparer les mentalités à une société d'autogestion ? Cette hypothèse de travail est présente — en filigrane, et davantage — dans le livre de Bernard Besret et Bernard Schreiner.

L'animateur de Boquen et le responsable de la fédération des groupes « T.C. » et ancien président de l'U.N.E.F., ont acquis, à travers de multiples contacts avec des communautés de base regroupant des chrétiens « en recherche » ou cri-

tiques », de quoi « dire » ce qui se « vit » dans le quotidien de ces communautés ou dans les rassemblements de Rennes, Bourges, Rouen et autres villes qui jalonnent le développement d'un phénomène dépassant de loin les frontières françaises (Italie, Espagne, etc.).

Il est certain qu'un militant politique socialiste et révolutionnaire ne peut ignorer un tel fait. D'autant plus que de nombreux militants de gauche se retrouvent à ce niveau d'expériences et d'essais de par-

tage communautaire, en groupes plus ou moins « informels », plus ou moins en marge des institutions ecclésiastiques traditionnelles. Beaucoup savent d'ailleurs que ce qu'ils tentent là n'est pas contradictoire avec le projet politique global de la prise du pouvoir pour instaurer le socialisme.

Mais ils ressentent qu'il y a comme deux exigences complémentaires qu'il convient d'assumer sans céder à la facilité, en restant réaliste et en se souvenant que la lutte des classes idéologique traverse aussi les églises et que, de toute

manière, on a la théologie de sa politique et la politique de sa théologie !

Le nouveau profil d'une foi non aliénante qui se dessine à partir de cet ouvrage a une signification politique. Elle peut s'inscrire dans la ligne de la contestation, contre la société capitaliste, contre l'église des clercs, contre la culture à la Druon. Et pour un autre type de rapports humains.

A. L. ■

Bernard Schreiner et Bernard Besret, « Les communautés de base », Grasset, fco, 21 F.

contre-révolution et réforme

LA société de consommation est l'étape achevée du développement du capitalisme. Contrairement à ce que pensent d'aucuns, le néo-capitalisme a développé les forces productives à un niveau prodigieux et malgré certaines « bavures » (minorités raciales, etc.), il a favorisé la satisfaction des besoins vitaux (et au-delà) de sa classe ouvrière.

A l'élargissement des forces productives, correspond l'élargissement de la « classe ouvrière » et l'extension de son exploitation. Mais cette exploitation est (notamment aux Etats-Unis) masquée par le développement de la consommation. Celui-ci constitue une nécessité vitale pour un capitalisme dont le mode de production exige toujours plus de travail mort contre moins de travail vivant (2) : d'où la nécessité de l'affectation d'une grande partie de la plus-value au secteur « tertiaire » improductif ou parasitaire (publicité) ou destiné à protéger le système (appareil répressif de la « contre-révolution »). L'extension de l'exploitation à une part croissante de la population, accompagnée d'un haut niveau

de vie, telle est la réalité qui se cache derrière la façade de la société de consommation ; cette réalité est la forme unifiancée qui assimile dans le dos des individus les classes considérablement différentes et opposées de la population sous-jacente ». Ce n'est pas seulement la conscience de l'exploitation (quand elle peut se manifester chez la classe ouvrière en « cols bleus ») qui constitue le levier de la révolution, c'est aussi la conscience qui apparaît dans la « nouvelle gauche » américaine, que « les besoins moraux et esthétiques deviennent les besoins fondamentaux, vitaux, qui appellent de nouvelles relations entre les sexes, entre les générations, entre les hommes et femmes et la nature ». Ainsi, c'est au niveau de ces besoins « moraux et esthétiques » qu'on peut parler de paupérisation absolue et relative.

La contestation radicale de la société capitaliste a, aux Etats-Unis, des bases sociales fragiles ; Marcuse l'appelle dans ce livre prodigieux de force (et qui revivifie la pensée de Marx) à rompre avec l'économisme, l'ouvriérisme ; à réorganiser et à développer une stratégie de contre-institu-

PSU - DOCUMENTATION

Numéros disponibles :

- N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce 1,00
 - N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste 1,00
 - N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse 2,00
 - N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes 2,00
 - N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats 1,00
 - N°s 27-28 : La crise du système monétaire international 3,00
 - N°s 29-30 : Nationalisation et révolution 2,00
 - N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi 2,00
 - N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie 3,50
 - N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'Université ... 3,00
- Vient de paraître :
- N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ... 1,50

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée
75015 PARIS

Paiement à la commande par chèque bancaire
ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.

pour la bonne bouche

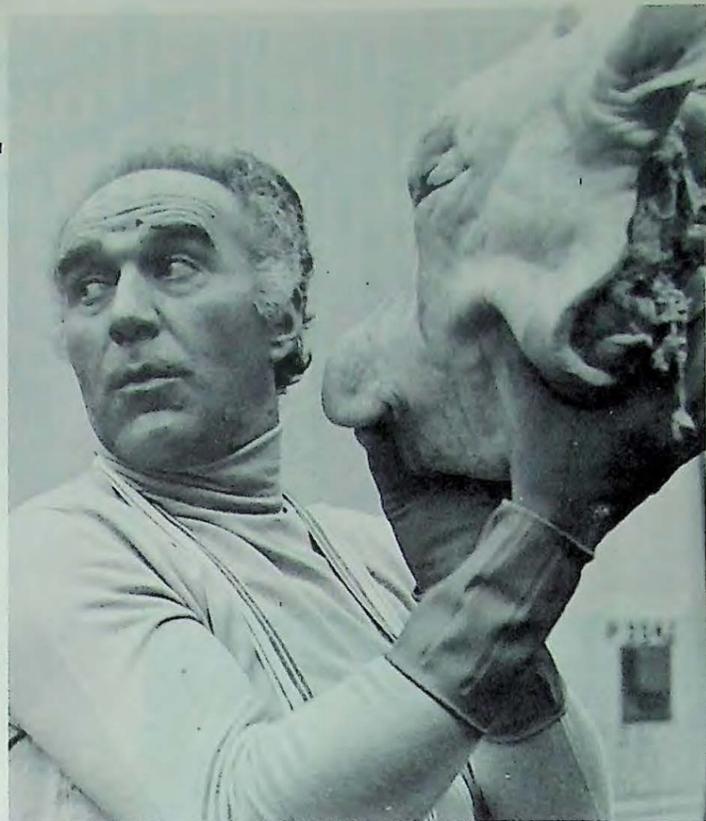
● LA GRANDE BOUFFE, film franco-italien de Marco Ferreri.

TROP est trop : la critique n'aime pas les excès surtout lorsqu'ils vont à l'encontre des bonnes mœurs et du bon goût. Que sont les bonnes mœurs et le bon goût, dira-t-on ? Qu'un ministre britannique se compromette avec des prostituées, voilà de mauvaises mœurs ; mais qu'un ministre français fasse exploser des bombes nucléaires dans le Pacifique n'a rien qui offense le bon goût. Nuance : c'est de la politique. Tout au plus cela peut-il gêner le goût de la nourriture. Parce qu'en plus c'est à cette institution nationale que s'en prend Marco Ferreri.

Quatre messieurs fort dignes, un juge, un pilote de ligne, un producteur de télévision et un chef-cuisinier, et trois femmes, deux dont les services sont rétribués et une institutrice faux-cul (mais larges fesses...) sont cloîtrés dans une villa où ils passent leur

temps à bouffer, à baiser, à rôter, à péter. Jusqu'à ce qu'ils en crévent. C'est hénorme, monumental : littéralement vautrés dans la nourriture, ils sont plus absorbés par la bouffe qu'ils ne l'absorbent.

Car bien sûr, tout cela est symbolique en diable. Marco Ferreri se défend d'avoir fait un film contre la société de consommation : « Je condamne la société, n'importe quelle société, mon film, exprime un profond désespoir — Vanitas, Vanitatum... dit l'Ecclésiaste ». Sans doute ne faut-il pas prendre « Société de consommation » au sens où on l'entend communément, société du superflu et civilisation du gadget. Parce que bouffer — même s'il s'agit là de gastronomie — est quand même une fonction fondamentale. Mais il s'agit, que l'auteur du film le veuille ou non, de la critique radicale d'une société où les objets de la production ne sont plus destinés à satisfaire des besoins ou à procurer du plaisir mais à justifier la fonction de production de l'appareil social. Ce n'est plus consommer, jouir,



Jusqu'à la gueule...

utiliser qui compte mais l'acte de possession dont l'incorporation (au sens littéral du terme : se mettre dans le corps, bouffer, quoi) constitue le stade suprême. Jusqu'au dégoût.

macabre et morbide

Société unidimensionnelle où l'on ne fait que « travailler, travailler, travailler » comme dit Ferreri. Ce n'est plus seulement « produire pourquoi ? », c'est aussi « consommer comment ? ». Si l'on dépasse le niveau primitif des symboles, transparait la course folle d'hommes engagés dans la

course incontrôlable d'une société qui ne sait pas où elle va mais qui y court à vitesse folle et l'accumulation de l'horreur teintée de notations macabres et morbides.

Malgré les dessins de Reiser qui font la publicité du film, il n'y a là-dessous rien de joyeux, ni de libérateur. Interprété avec un incontestable talent dans l'éruption, la déglutition et l'aérophagie par Michel Piccoli, Philippe Noiret, Marcello Mastroianni, Hugo..., et Andréa Ferréol, il est difficile de reprocher à ce film de nous laisser sur notre faim même s'il a gardé le plaisir pour la bonne bouche...

Thierry MORUS ■

REGARDS POLITIQUES

■ LA GRANDE BOUFFE, film franco-italien de Marco Ferreri. Dans TS cette semaine.

■ SAMBIZANGA, film angolais de Sarah Maldoror. La lutte de libération d'un des derniers pays colonisés d'Afrique : le mélange du quotidien et du tragique. (Cf. TS n° 579).

■ SOUNDER, film américain de Martin Ritt. La vie quotidienne des Noirs en Louisiane dans les années 30 : sous l'humiliation pousse la révolte. (Cf. TS n° 579).

■ DECEMBRE, film algérien de Lakhdar Hamina. La naissance de l'Algérie indépendante dans la lutte et la torture. (Cf. TS n° 578).

■ LE COMLOT, film français de René Gainville. Les derniers brûlots de l'OAS : un peu « compréhensif » pour les soldats perdus... (Cf. TS n° 578).

■ VIOL EN PREMIERE PAGE, film franco-italien de Marco Bellochio, avec Gian-Maria Volonte. Une belle leçon de presse pourrie. (Cf. TS n° 577).

■ DUEL, film américain, avec Dennis Weaver. Grand prix du fantastique, la voiture qui tue au propre et au figuré. (Cf. TS n° 577).

■ LE LIMIER, film anglais de Joseph Mankiewicz, avec Laurence Olivier et Michael Caine. A travers les méandres d'un excellent policier, le stade suprême de la haine de classe. (Cf. TS n° 577).

■ LES NOCES ROUGES, film français de Claude Chabrol. Un député UDR qui fait dans l'immobilier : ça vous surprend ? (Cf. TS n° 577).

■ FRANÇAIS, SI VOUS SAVIEZ I film français d'André Harris et Alain de Sédouy. Un regard libre sur l'histoire, contre le mensonge, de 1914 à 1970... Trois époques, autant de grands moments. (Cf. TS n° 573).

■ WHAT (QUOI ?), film américain de Roman Polanski. Au pays du fantastique. (Cf. TS n° 572).

presse de la liberté

liberté de la presse

● libération

Depuis mardi 22 mai, il y a un nouveau quotidien dans les kiosques : il s'appelle Libération. Sur huit pages, format tabloid, il paraît du mardi au samedi. Nous avons déjà présenté, au cours d'une interview avec l'un des responsables du comité de rédaction, le projet de Libération : un quotidien populaire contre la politique du secret (cf. « TS » n° 564). Les premiers numéros, après les numéros d'essai, montrent incontestablement la volonté de l'équipe de rédaction de partir du quotidien, des préoccupations des travailleurs. A porter au crédit des premiers numéros : les articles sur les grands ensembles à partir d'une émission de télévision ou celui sur la circulaire Fontanet pour préparer à une autre émission de télé... En attendant de reparler plus amplement de cette expérience essentielle pour l'avenir de la presse politique en France, nous souhaitons bonne chance à l'équipe de Libération.

La rédaction de « TS » ■

● chez le juge Galmiche

Le juge d'instruction Galmiche vient de notifier quatre nouvelles inculpations à François Maspéro pour « mise en vente d'ouvrages interdits ». Maspéro a en effet fait figurer dans ses catalogues : « La grande mystification du Congo Kinshasa » de Cléophas Kamitatu, « Main basse sur le Cameroun » de Mongo Beti, « Le petit livre rouge des lycéens ». Le tribunal correctionnel, déjà saisi de faits semblables, avait pro-

noncé la relaxe, considérant « qu'il n'y avait pas en l'espèce de véritable mise en vente ». La quatrième inculpation concerne la distribution de la revue du Parti communiste espagnol Mondo obrero dont l'arrêté d'interdiction remonte à 1952.

● zone des tempêtes

Le n° 2 du Nouvel AFRICASIA vient de paraître, sous un nouveau titre : ZONE DES TEMPETES. Pourquoi ce changement ? L'équipe du journal s'en explique dans une courte présentation signée Michel Foucault :

« Après avoir étranglé l'ancien « AFRICASIA », la « justice » a, une fois de plus, servi d'instrument politique de répression au pouvoir exécutif en interdisant le titre « NOUVEL AFRICASIA » sous un prétexte juridique aberrant.

Sur les mobiles politiques de la saisie, et les arguties juridiques qui prétendaient les masquer, nous nous sommes expliqués en détail dans le numéro spécial « Zone des tempêtes ».

Rappelons simplement que cette nouvelle et grave atteinte à la liberté d'expression visait à empêcher la diffusion d'un journal qui osait appeler l'impérialisme français par son nom...

Et qui continue. Qui est décidé à continuer la lutte sur la base des objectifs politiques définis dans le manifeste du « NOUVEL AFRICASIA » numéro 1 et dans l'appel du Comité de défense français ».

Le n° 1 du Nouvel Africasia s'était signalé par un important dossier démythifiant la « coopération ». Ce n° 2 n'est pas en reste : il s'attaque, avec un humour féroce et documents à l'appui, à l'impérialisme culturel français. La lutte contre l'impérialisme français et le soutien à ZONE DES TEMPETES contre la répression est notre affaire à tous. Adresse : c/o NPP 2, rue Vauvilliers - Paris-1^{er}.

tions. Il fait en même temps l'apologie de la stratégie du contrôle ouvrier, et pose les questions (sans répondre d'une manière dogmatique) des conditions de déclenchement d'un processus révolutionnaire.

Marcuse dénie certes à la classe ouvrière « stricto sensu » (la classe ouvrière américaine) la possibilité d'être l'agent effectif de la révolution : cela ne veut pas dire qu'il lui substitue d'autres couches ou classes sociales. Non « pour qu'elle devienne l'agent effectif de ce passage (la révolution), il faut que la classe ouvrière elle-même, change ».

les archéoprêtres

C'est sans doute dans cette phrase que se trouve la clé du pessimisme de Marcuse lorsqu'il s'agit de prévoir un rythme au processus de la Révolution ; les trois dernières lignes du livre sont peu réjouissantes : « La prochaine révolution est l'affaire de plus d'une génération, et la « crise finale du capitalisme » peut prendre près d'un siècle ». Ce pessimisme est peut-être didactique : Marcuse s'adresse en effet à la jeunesse américaine. Il veut l'empêcher de sombrer dans l'infantilisme ou le spontanéisme ou la simple « libération » individuelle. Il le fait sans paternalisme, mais aussi sans flagornerie, en marxiste, en montrant la nature contradictoire des situations dans lesquelles peut se trouver le mouvement révolutionnaire américain.

Les problèmes posés par le livre de Marcuse sont nombreux. On n'a fait qu'en soulever quelques-uns ; Marcuse aborde aussi la problématique des rapports avec la Nature et la question de l'art révolutionnaire ».

Il serait intéressant qu'un vrai débat puisse avoir lieu en France sur ce livre : mais j'entends déjà le cri perçant des archéoprêtres du marxisme fossilisé...

Jean VERGER ■

(1) Edition du Seuil. En vente à la Librairie de T.S. — 18 F.

(2) Travail mort : capital constant, c'est-à-dire travail déjà transformé en matière première ou en investissement. Travail vivant : force de travail directe.

OUVREZ LES YEUX SUR VOTRE TELE DU 31 MAI AU 6 JUIN

Jeudi 31 mai, 3^e ch., 20 h 30 : « 52 » : l'un des reportages de ce magazine est consacré à la sécheresse en Afrique.

Vend. 1^{er} juin, 1^{re} ch., 21 h 45 : La ville rayée de la carte. 16 610 morts sur les routes = la population de Mazamet.

Sam. 2, 1^{re} ch., 21 h 05 : rue Morgue », d'après Edgar « Le double assassinat de la Poe. Un meurtre singulier. Une histoire extraordinaire.

Dim. 3, 2^e ch., 23 h 00 : Ciné-Club. Un John Ford : « Steamboat round the bend ».

Merc. 6 juin, 2^e ch., 20 h 35 : La télé Suisse : Des Bourreaux ordinaires.

la nostalgie d'un sourire

Jean-Marie Serreau est mort. Avec lui disparaît l'un de ceux qui ont le plus fait pour que le théâtre cesse d'être un art de divertissement. Ami de Brecht dont il a monté l'Exception et la Règle, dès 1949, il a été un découvreur inlassable, donnant leur chance à Ionesco et à Adamov, à Vinaver et à Genet, à Max Frisch comme à Beckett.

Plus récemment — et alors que l'entreprise comportait des risques — il a été, dans la France de la guerre d'Algérie et du colonialisme persistant, le porte-parole, au sens fort du terme, de l'Algérien Kateb Yacine et de l'Antillais Aimé Césaire.

A ceux qui ont eu pour lui estime et amitié, il laisse la nostalgie d'un sourire où la tendresse, se voltant d'ironie, était une forme du courage.

D. N.

PRINTEMPS SHOW

Vigneault termine son tour de chant sur le podium central. Ravi : « Pourtant, au départ, je ne parlais pas gagnant. » C'était « Craignos » comme on dit dans le métier : chanter en matinée, en plein air pour quatre ou cinq mille personnes avec le bruit de fond, là-bas, la sono du grand chapiteau sous lequel un autre artiste se produit en même temps et puis, de temps à autre, un avion à réaction au-dessus de Colombes... Mais Vigneault est ravi. Il rajoute une chanson nouvelle pour terminer en beauté.

Un peu plus tôt, c'était Colette Magny qui faisait un tabac sous le chapiteau : trois mille jeunes assis dans cette étuve et qui « n'ont pas mouffeté, mon vieux »... Et puis Moulou et Ferré et les autres, Béranger, Tisserand...

On s'amène avec ses musiciens et son matériel : on est un peu inquiet, on a peur que la technique ne soit pas à la hauteur, on craint que ces milliers de spectateurs (40.000 dans le week-end) qui vont et viennent continuent d'aller et venir pendant les tours de chant ; on rêve à des salles « à l'italienne », fermées, impeccables. Et puis, on monte sur scène, les instruments mal accordés, on s'entend mal, on fonce.

L'interprétation souffre un peu, on bouffe des syllabes, la sono bouffe le reste, on y va aux tripes. Les gens s'arrêtent et s'assoient. Et écoutent. Et Vigneault fait chanter la foule : elle chante !

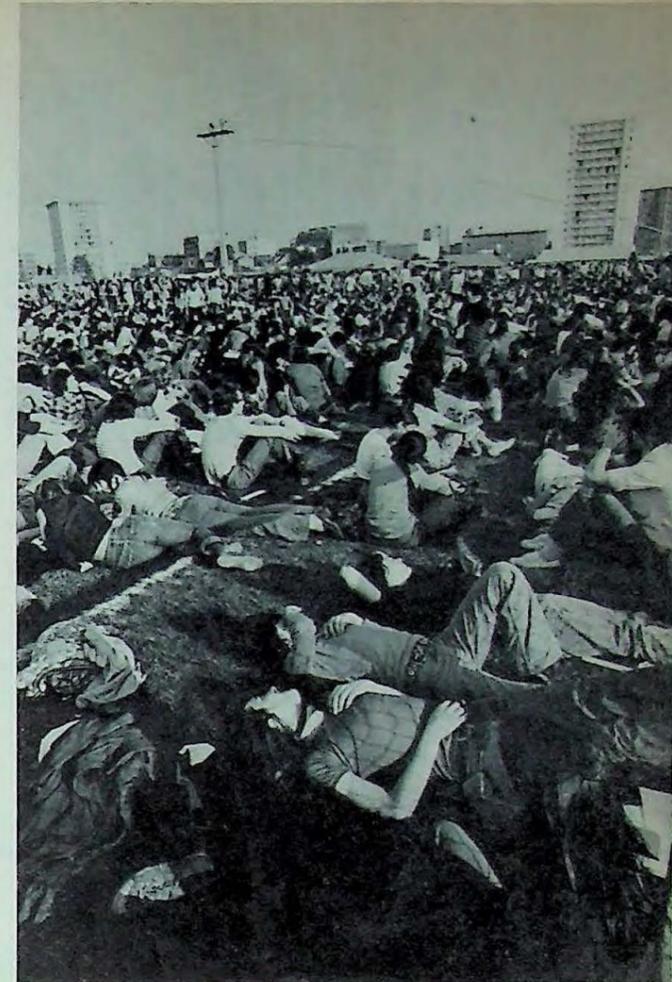
Sous le soleil, des fanfares, de la poussière, des gosses qui se déguisent, qui se griment, des filles seins à l'air, des couples qui vont flirter à l'écart, pas pour le respect des mœurs mais pour ne pas rendre jaloux les copains...

Un gars qui inlassablement, seau d'eau dans la main gauche, asperge la cendrée de la main droite ; il est noir de poussière ;

il remet ça, inlassablement, tout seul. Ailleurs, dans le gymnase couvert, les délégués indochinois en costume anthracite. Ils parlent. Sur le podium, les grévistes de la faim parlent, dans cette foule énorme, les mots de quelques-uns, pour tous.

Et partout, la joie calme, une joie ni agressive, ni bruyante. on se fait bronzer la gueule et le cœur, on est entre soi, on est bien.

Jacques BERTIN



* la fête en



photos

